

FORMULAIRES DE LA
*LOI SUR LA FAILLITE ET
L'INSOLVABILITÉ*

avril 2006

FORMULAIRE 1

Intitulé général des procédures
(Règle 9)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite (*ou* de la proposition, *ou* de la mise sous séquestre *ou* de l'insolvabilité *ou* de la proposition de consommateur, *selon le cas*) de _____

(S'il s'agit d'une administration sommaire, ajouter :)

ADMINISTRATION SOMMAIRE

FORMULAIRE 1.1

Identification générale de l'expéditeur pour copies de tous formulaires prescrits
envoyés au(x) créancier(s) par voie électronique

Daté le _____,
à _____.

Personne responsable (expéditeur) :
(Syndic / administrateur / séquestre intérimaire / séquestre : veuillez préciser) _____

Dénomination sociale *(le cas échéant)* : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

AVIS

Veillez prendre note que la personne susmentionnée est tenue de conserver la copie originale signée du
présent document dans les dossiers officiels de la présente procédure.

FORMULAIRE 2

Demande de licence de syndic (Particulier)
(paragraphe 13(1) de la Loi)

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Nom de famille _____ Prénom(s) _____ Date de naissance
_____/_____/_____
année mois jour

Autres noms et prénoms officiels antérieurs ou pseudonymes

Adresse professionnelle

Adresse domiciliaire

Téléphone _____

Téléphone _____

Télécopieur _____

Télécopieur _____

Adresse électronique _____

Employeur actuel

Date du début de l'emploi
_____/_____/_____
année mois jour

Organisme(s) professionnel(s) dont je suis actuellement membre (s'il y a lieu)

District(s) de faillite visé(s) par la demande de licence _____

EXIGENCES PRÉALABLES

Formation reconnue (diplômes, désignations professionnelles, année d'obtention, établissements (études postsecondaires seulement) et autre expérience pertinente. Veuillez fournir un *curriculum vitae*.

FORMULAIRE 2 -- Suite

DÉCLARATION SUR LES EXIGENCES PRÉALABLES

Je déclare, par les présentes, que :

- a) au cours des cinq (5) années précédant la date de la présente demande, je n'ai pas été personnellement en *état d'insolvabilité*¹;
- b) j'ai suivi avec succès le *Cours de qualification pour les conseillers en insolvabilité*;
- c) j'ai suivi avec succès le *Programme national de reconnaissance en insolvabilité*;
- d) à titre de membre ou ancien membre d'un organisme professionnel, je suis en règle avec celui-ci et je ne fais pas l'objet de mesures disciplinaires non-réglées.

EXIGENCES PARTICULIÈRES

(Si vous êtes membre d'un organisme professionnel): demeurerez-vous membre de cet organisme professionnel lorsque vous entrez en fonction comme syndic?

Oui Non

(Dans l'affirmative et si cette profession constitue une occupation incompatible², vous devez démontrer que vous resterez membre de cet organisme sans exercer la profession s'y rattachant. Veuillez vous référer aux articles 36 à 39 de l'instruction.)

DÉCLARATION RELATIVE À LA RÉPUTATION

Je déclare, par les présentes, que :

- a) je n'ai aucun casier judiciaire;
- b) je n'ai jamais été un failli;
- c) je n'ai jamais été actionnaire principal, administrateur ou dirigeant d'une personne morale faillie;
- d) à titre de membre ou ancien membre d'un organisme professionnel, je n'ai jamais été reconnu coupable d'une inconduite professionnelle de nature déontologique, commerciale ou économique;

sauf tel qu'indiqué ci-après (inclure les documents applicables) :

1

« État d'insolvabilité » désigne l'état d'une personne qui est en faillite, qui a déposé un avis d'intention ou une proposition sous le régime de la LFI ou qui est assujettie à des procédures similaires au titre d'une loi fédérale, provinciale ou étrangère.

2

Une « occupation incompatible » s'entend, notamment, d'un agent de recouvrement, d'un huissier, d'un représentant d'une association commerciale, d'un employé du Bureau du surintendant des faillites (« BSF »), d'un avocat et d'un notaire dans la province de Québec, ainsi que de toute autre occupation, entreprise ou profession dont l'exercice peut donner lieu à un conflit avec les fonctions et responsabilités du syndic.

FORMULAIRE 2 -- Suite

**ENGAGEMENT DU DEMANDEUR SUR LES CONDITIONS APPLICABLES
AUX NOUVELLES LICENCES**

Advenant qu'une licence de syndic me soit accordée par le surintendant des faillites, j'accepte que celle-ci soit assujettie aux conditions suivantes :

- a) j'exercerai, pendant une période de vingt-quatre (24) mois, mes activités au même endroit et avec un syndic actif établi qui convient au surintendant;
- b) lorsque, en tout temps au cours de cette période de vingt-quatre (24) mois, je ne rencontre pas l'exigence du paragraphe a), je serai autorisé à agir uniquement dans les cas suivants:
 - (i) les propositions de consommateur;
 - (ii) les actifs d'administration sommaire;
 - (iii) les actifs dits, d'administration ordinaire, dont les dettes non-garanties, telles qu'indiquées au bilan, ne dépassent pas 500 000\$ et dont les avoirs réalisables indiqués au bilan ne dépassent pas 15 000 \$, déduction faite de la valeur des garanties;
 - (iv) tous les autres cas (avis d'intention, proposition de la Section I, séquestre intérimaire, actifs en dehors des critères de (iii) plus haut, etc.), sous réserve de l'approbation du surintendant adjoint de division (SAD) et selon les modalités qu'il détermine, compte tenu de mon rendement.

Ces conditions ne me lient pas inconditionnellement au même employeur et tout changement proposé aux conditions d'emploi, assurant un contexte similaire ou meilleur, serait acceptable. Je vous informerai à l'avance de ce changement.

J'accepte, de plus, que ces conditions puissent être réévaluées après cette période de vingt-quatre (24) mois, à la suite de ma demande écrite. Elles seront alors levées, modifiées ou maintenues.

Si d'autres conditions doivent s'appliquer, j'en serai avisé par le surintendant préalablement à l'octroi d'une licence, pour mon consentement.

AUTORISATION

Je comprends que ma demande de licence de syndic est sujette à une enquête, et que sera effectuée par un agent de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) une vérification des dossiers et de mes antécédents judiciaires, des enquêtes en cours ou complétées, ainsi que des mandats d'arrestation. Par la présente, j'autorise et je consens que la GRC ou toutes autres forces policières dévoilent pleinement ces renseignements au Bureau du surintendant des faillites, tel que prévu à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

DÉCLARATION ET SIGNATURE

Je, soussigné, déclare solennellement que je suis le demandeur nommé dans la présente demande et que les renseignements qui figurent aux présentes ainsi que dans les documents ci-joints sont, au mieux de ma connaissance, des renseignements exacts et exhaustifs à tous égards, et que j'accepte de respecter les conditions apparaissant à ce formulaire si le surintendant m'émet une licence.

Daté le _____, à _____.

Nom du demandeur en lettres moulées

Signature du demandeur

**DEMANDE DE LICENCE DE SYNDIC
RÉPARTITION DU DOMAINE DE L'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'INSOLVABILITÉ**

Nom du demandeur : _____

Firme : _____

Le demandeur d'une licence de syndic indique ci-après un estimé du volume d'expérience au cours des périodes indiquées, dans les différentes sphères d'activités. La répartition est démontrée en **pourcentage (%) de l'expérience totale** durant l'année.

| | Faillites de consommateurs | Propositions de consommateurs | Faillites commerciales | Propositions commerciales | Séquestre intérimaire | Mises sous séquestre, créanciers garantis, mandats, LACC | Autre travail non relié directement au domaine de l'insolvabilité (impôt, vérification, comptabilité) |
|----------------------|----------------------------|-------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|--|---|
| Année précédente | | | | | | | |
| Durant _____ (année) | | | | | | | |
| Durant _____ (année) | | | | | | | |
| Durant _____ (année) | | | | | | | |

Je soussigné, demandeur d'une licence de syndic, atteste par la présente que les renseignements ci-haut fournis reflètent fidèlement mon expérience en matière d'insolvabilité et des autres champs d'activités au cours des périodes indiquées ci-dessus.

Signature du demandeur

Date: _____

Je, soussigné, syndic du bureau où le demandeur de la licence oeuvre à titre d'employé ou d'associé, atteste que les renseignements fournis par le demandeur, pour la période de temps où celui-ci oeuvrait pour ce bureau, reflètent fidèlement la nature de l'expérience du demandeur en matière d'insolvabilité et des autres champs d'activités.

Signature du syndic

Nom du syndic en lettres moulées

Date: _____

FORMULAIRE 2 -- Fin

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS QUI DOIVENT ACCOMPAGNER LA DEMANDE

Veillez remplir cette page et nous la remettre avec votre demande. Dans le cas où il reste des cases non-cochées, S.V.P. indiquer pourquoi ces renseignements n'ont pas été fournis et la date à laquelle vous prévoyez nous les transmettre.

- 1 Une copie d'une attestation que le demandeur a complété le *Cours de qualification pour les conseillers en insolvabilité*.
- 2 Un *curriculum vitae* comprenant la formation académique du demandeur et une liste des postes occupés au cours des dix (10) dernières années, laquelle liste comporte une brève description des fonctions.
- 3 Une description détaillée de l'expérience en matière d'administration de dossiers de faillite (voir tableau ci-joint).
- 4 Une photographie récente du demandeur (environ 5 cm X 3,5 cm).
- 5 Un chèque de 300 \$ payable à l'ordre du Receveur Général du Canada.

Dans les cas où le demandeur entend exercer ses fonctions de syndic soit au sein d'une firme de syndic (personne morale ou société de personnes) soit à titre d'employé d'un autre syndic :

- 6 Une lettre de soutien selon laquelle l'employeur ou un associé s'engage à fournir les ressources nécessaires (installations, équipement, personnel) dont le demandeur devra disposer pour l'exercice de ses fonctions, et que celui-ci sera couvert par les assurances en vigueur (assurance responsabilité et assurance contre la malhonnêteté ("3D")).

Dans tout autre cas (pour être autorisé à accepter des activités professionnelles) :

- 7 Un bilan personnel.
- 8 Des précisions sur les ressources nécessaires (installations, équipement, personnel) dont le demandeur disposera pour exercer les fonctions de syndic, ainsi que sur les ententes bancaires conclues.
- 9 Des documents attestant l'existence de polices d'assurance au nom du demandeur (assurance responsabilité et assurance contre la malhonnêteté ("3D")).

FORMULAIRE 3 -- Fin

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS QUI DOIVENT ACCOMPAGNER LA DEMANDE

Veillez remplir cette page et nous la remettre avec votre demande. Dans le cas où il reste des cases non-cochées, S.V.P. indiquer pourquoi ces renseignements n'ont pas été fournis et la date à laquelle vous prévoyez nous les transmettre.

- 1 L'original ou une copie conforme des documents constitutifs (lettres patentes, certificat de constitution, statuts et autres documents pertinents).
- 2 L'adresse du siège social et de tout autre bureau ou établissement d'où la personne morale a l'intention de fournir des services à titre de syndic.
- 3 Un bilan personnel (à la date de la demande) du syndic dirigeant de la firme.
- 4 Le nom, l'adresse domiciliaire et l'occupation de chaque actionnaire et de chaque personne ayant un droit de propriété direct ou indirect dans la personne morale (y compris le propriétaire bénéficiaire, lorsqu'applicable).
- 5 Le nombre d'actions (ou la proportion du nombre total d'actions) et les catégories d'actions détenues par chaque actionnaire de la personne morale.
- 6 Une liste du nom de tout syndic qui est simultanément actionnaire (ou bailleur de fonds) de cette personne morale ainsi que de toute autre personne morale agissant en qualité de syndic¹ et tous les renseignements pertinents (ex. le nom de ces personnes morales, le district dans lequel elles font affaires).
- 7 Le nom, l'adresse domiciliaire et l'occupation de chaque administrateur et de chaque dirigeant de la personne morale.
- 8 Le nom et l'adresse professionnelle de chaque syndic titulaire de licence qui exercera des activités dans un bureau ou établissement de la personne morale.
- 9 Des documents attestant l'existence de polices d'assurance (assurance responsabilité et assurance contre la malhonnêteté ("3D")).
- 10 Un chèque de 300 \$ payable à l'ordre du Receveur Général du Canada.

Pour les renseignements suivants, veuillez également faire parvenir une copie au surintendant adjoint de division (SAD) de votre localité :

- 11 Des précisions sur les ressources nécessaires (installations, équipement et personnel) disponibles à chaque bureau où la personne morale, en sa qualité de syndic, a l'intention d'offrir des services en matière de faillite, ainsi que des précisions sur les ententes bancaires en vigueur.
- 12 Dans le cas d'un changement du syndic responsable de l'administration d'actifs, une lettre indiquant le nom du syndic qui devient responsable de ces actifs, ainsi que la signature de ce syndic pour confirmer son acceptation du transfert.

1 L'article 27 de l'instruction se lit comme suit : «Un syndic peut, avec l'approbation préalable du surintendant, être actionnaire ou bailleur de fonds de plusieurs personnes morales agissant en qualité de syndic, pourvu que :

- a) les personnes morales en question ne fassent pas affaires dans le même district;
- b) le syndic démontre qu'il n'y a aucun conflit d'intérêts.
- c) le syndic se conforme à toute autre condition ou restriction que le surintendant estime indiquée.»

L'article 28 de l'instruction se lit comme suit : «Par dérogation à l'article 27, un syndic peut, avec l'approbation préalable du surintendant, être actionnaire ou bailleur de fonds de plusieurs personnes morales agissant en qualité de syndic dans le même district, pour un temps limité, dans le but de mettre fin à ses opérations comme syndic.»

FORMULAIRE 4

Licence de syndic
(article 13.1 de la Loi)

La présente licence autorise

à agir en qualité de syndic pour le(s) district(s) de faillite de

Surintendant des faillites

Date

FORMULAIRE 5

Licence de syndic
(article 13.1 de la Loi)

La présente licence autorise

à agir en qualité de syndic pour le(s) district(s) de faillite de

sujet aux conditions suivantes :

Surintendant des faillites

Date

FORMULAIRE 6

Avis à la Société canadienne des postes demandant la réexpédition du courrier destiné au failli
(paragraphe 35(1) de la Loi)

Avis est donné que le soussigné, _____, syndic de l'actif de
_____, failli, tel que l'atteste le certificat de nomination ci-joint,
demande que le courrier adressé au failli à (aux) l'adresse(s) suivante(s) :

soit réexpédié au syndic (ou _____) à l'adresse suivante :

pour la période commençant le _____ et se terminant le
_____.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUES: Le présent avis ne peut mentionner la résidence du failli que si le syndic a obtenu, sur demande, la permission du tribunal.

Lorsque le failli est une personne physique, le présent avis n'est valide que pour les trois mois qui suivent la date de la faillite, sauf si le tribunal, sur demande, accorde une prorogation aux conditions qu'il estime indiquées.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 7

Demande d'approbation des comptes par l'ancien syndic
(paragraphe 36(1) de la Loi; Règle 56)

(Intitulé Formulaire 1)

Le soussigné, en conformité avec le paragraphe 36(1) de la Loi, s'adresse au tribunal pour lui demander d'approuver ses comptes.

Un état des recettes et des débours est annexé aux présentes et désigné Pièce A.

Tous les biens du failli ont été vendus ou réalisés par le soussigné, sauf ce qui suit :

(Donnez les détails complets, la description et la valeur de tous les biens non vendus ou réalisés et les raisons qui en ont empêché la vente ou la réalisation.)

Daté le _____, à _____.

Ancien syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 8

Affidavit attestant la demande d'approbation des comptes (Règle 56)

Je, _____, personne nommée dans la demande ci-annexée, étant dûment assermentée déclare ce qui suit (*ou* déclare solennellement) :

Les faits énoncés dans cette demande sont, à ma connaissance, vrais.

L'état des recettes et débours annexé à la demande et désigné Pièce A constitue un état exact et fidèle de mon administration de l'actif.

Tous les biens du failli qui sont passés entre mes mains ont été vendus ou réalisés d'une manière appropriée.

Toutes les réclamations produites ont été dûment examinées et, à ma connaissance, le bordereau de dividende annexé et désigné Pièce B, renferme une liste véridique et fidèle des réclamations des créanciers, et tous les paiements mentionnés dans le bordereau de dividende ont été dûment effectués.

Chaque débours mentionné dans l'état de recettes et débours est exact et fidèle.

Je n'ai reçu, je ne compte recevoir, et personne ne m'a promis de rémunération ou rétribution autre que celle indiquée sur l'état.

Je n'ai pris part à aucune entente clandestine avec le failli ou quelque autre personne, ayant eu ou qui aura pour effet d'accorder à un créancier une contrepartie ou un paiement supérieur à ce qui lui serait revenu légitimement, et je n'ai connaissance d'aucune entente de ce genre.

Un avis de la présente demande, annexé et désigné Pièce C a été envoyé le _____, à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée, au registraire, au failli, au syndic substitué et au bureau de division.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)

devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)

dans la province _____,

ce _____ jour de _____.

Commissaire à l'assermentation
pour la province _____.

Ancien syndic

FORMULAIRE 9

Avis de l'ancien syndic d'une demande d'approbation des comptes (Règle 56)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Un syndic substitué de l'actif de _____, failli, ayant été nommé le _____, le soussigné demandera au registraire en matière de faillite à _____, d'approuver ses comptes, le _____, à _____ heures.

2. Annexé se trouve l'état de recettes et débours.

3. Tous les biens du failli ont été vendus ou réalisés par le soussigné, sauf ce qui suit:

(Donnez les détails complets, la description et la valeur de tous les biens non vendus ou réalisés et les raisons qui ont empêché la vente ou la réalisation)

4. Vous êtes libre d'assister en personne ou de vous faire représenter par un conseiller juridique au moment de l'approbation des comptes afin d'être entendu à ce sujet.

Daté le _____, à _____.

Ancien syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 10

Demande de libération du syndic
(Règle 61)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, syndic de l'actif de _____, failli, demande au tribunal une ordonnance de libération relativement à l'actif susmentionné et, conséquemment, la décharge de la garantie que j'ai fournie conformément au paragraphe 16(1) de la Loi.

Je certifie que je me suis conformé aux exigences des Règles générales.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 11

Avis de dividende définitif et de demande de libération du syndic
(alinéa 152(5)c) de la Loi et Règle 61)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Un bordereau de dividende définitif a été préparé. Annexées au présent avis se trouvent une copie du bordereau de dividende et une copie de l'état définitif des recettes et des débours taxé.

2. Le dividende définitif sera payé après l'expiration des 15 jours suivant la date d'expédition du présent avis.

3. Un avis d'opposition à l'état définitif et au bordereau de dividende doit être déposé auprès du registraire à _____ avant le _____ et une copie de l'avis doit être signifiée au soussigné. L'avis doit indiquer les motifs d'opposition.

4. Le soussigné s'adressera au tribunal le _____, à _____ heures, ou dès que la requête pourra être entendue, afin d'obtenir une ordonnance de libération relativement à l'actif du failli susmentionné et la décharge de la garantie fournie par le soussigné conformément au paragraphe 16(1) de la Loi.

5. Un avis d'opposition à la libération du soussigné, énonçant les motifs de l'opposition, doit être déposé auprès du registraire à _____, au moins cinq jours avant la date de l'audition, et une copie de l'avis doit être signifiée au soussigné dans ce délai.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 12

État définitif des recettes et des débours
(Autrement que pour l'administration sommaire et les propositions de consommateur)
(article 152 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉBOURS DU SYNDIC

RECETTES :

1. Espèces en caisse et en banque \$
2. Réalisation de l'actif : Créances et billets recevables
3. Réalisation de l'actif : Stock, aménagements, machines, ameublement
4. Réalisation de l'actif : Immeubles et biens réels
5. Reçu
- (a) Du séquestre intérimaire tel que taxé \$
- (b) De l'ancien syndic tel que taxé \$
6. Recettes d'opération
- moins: (a) achats
- (b) dépenses d'opération
- (Annexez un état indiquant les achats et dépenses)*
- Profit net (*Perte nette à être indiquée comme débours divers, 19a*)
7. Divers
- (a) Intérêts de banque, etc. (*Spécifiez*)
- (b) Montants reçus d'une caution (*le cas échéant*)
- RECETTES TOTALES \$

FORMULAIRE 12 -- Suite

DÉBOURS :

8. Frais payés :

(a) Au séquestre officiel \$
(b) Au tribunal \$

9. Avis de la première assemblée :

Journal local
À (*Nombre*) _____ créanciers
Timbres-poste \$

10. Autres annonces \$

11. Prise de possession et inventaire (*Seuls les débours réels*) \$

12. Primes :

(a) Garantie
(b) Assurance \$

13. Avis de demande de libération du failli :

À (*Nombre*) _____ créanciers
Timbres-poste \$

14. Encanteur :

Commission
Frais \$

15. Avis de dividende définitif et de demande de libération

du syndic :

À (*Nombre*) _____ créanciers
Timbres-poste \$

16. Autres avis et rapports :

À (*Nombre*) _____ créanciers
Timbres-poste \$

17. Timbres-poste pour correspondance générale \$

18. Inspecteurs :

(a) Honoraires \$ (*Donnez les détails*)
(b) Frais \$

FORMULAIRE 12 -- Suite

19. Divers :

- (a) Déficit sur les opérations \$
- (b) Honoraires de l'ancien syndic, tels que taxés \$
- (c) Autres (*Donnez les détails*) \$

20. Rémunération du syndic \$

21. Frais judiciaires et frais de services juridiques (taxés) :

- (a) Conseiller juridique pour requête ou cession : \$
- (b) Conseiller juridique de l'actif : \$
- (c) Frais judiciaires adjugés contre le syndic : \$
- (d) Frais adjugés aux créanciers opposants
(En vertu du paragraphe 197(6.1)) \$

22. Taxes (fédérale et provinciale) \$

23. Frais de consultation \$

24. Réclamation de biens en fiducie (Couronne) \$

TOTAL DES DÉBOURS : \$

25. Montant disponible pour répartition. \$

26. Prélèvement payable en vertu de l'article 147 de la Loi \$

27. Créanciers garantis :

Dividende _____ \$ moins prélèvement \$

28. Créanciers privilégiés :

Dividende _____ moins prélèvement \$

29. Créanciers non garantis :

Réclamations prouvées _____ \$

Dividende
intérimaire ___% _____ \$ moins prélèvement \$

Dividende
définitif ___% _____ \$ moins prélèvement \$

FORMULAIRE 12 -- *Fin*

30. Statut concernant la libération du failli (si personne physique)

(Donnez les détails complets, la description et la valeur de tous les biens du failli (qu'ils soient grevés d'une sûreté ou non), tels qu'indiqués à son bilan ou autrement connus, et dont il n'est pas tenu compte dans les recettes, en énonçant les raisons qui en ont empêché la vente ou la réalisation, et en indiquant la disposition qui en a été faite).

Date

Syndic

Approuvé par les inspecteurs suivants : _____

Taxé à la somme de _____ \$, ce _____.

Registraire

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 13

État définitif des recettes et des débours du syndic
(Administration sommaire)
(articles 152 et 155 de la Loi; Règle 62)

(Intitulé Formulaire 1)

RECETTES :

(Donnez le détail des recettes)

Total des recettes \$
Moins paiements aux créanciers garantis \$
Moins déboursés nécessaires directement
liés à la réalisation: (*Identifiez séparément
les coûts afférents à tous les biens*) \$

RECETTES NETTES DISPONIBLES DE L'ACTIF : \$

DÉBOURS :

1. Frais de consultation \$

2. Frais payés :

(a) Au séquestre officiel
(b) Au tribunal (*le cas échéant*) \$

3. Débours administratifs \$

4. Honoraires du syndic :

100 % de \$
35 % de
50 % de

Total des honoraires \$

5. Taxes applicables

TOTAL DES DÉBOURS : \$

Montant disponible pour distribution

FORMULAIRE 13 -- *Fin*

Réclamations prouvées de _____ \$

Dividende _____ \$

Prélèvement du surintendant _____

Total du dividende et du prélèvement _____ \$

Statut concernant la libération du failli :

(Donnez les détails complets, la description et la valeur de tous les biens du failli (qu'ils soient grevés d'une sûreté ou non), tels qu'indiqués à son bilan ou autrement connus, et dont il n'est pas tenu compte dans les recettes, en énonçant les raisons qui en ont empêché la vente ou la réalisation, et en indiquant la disposition qui en a été faite).

Date

Syndic

Approuvé par les inspecteurs suivants : _____

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 14

État définitif des recettes et des débours de l'administrateur
(Proposition de consommateur)
(Règle 98)

(Intitulé Formulaire 1)

RECETTES :

(Donnez les détails des recettes)

Total des recettes \$

Moins réclamations de biens en fiducie \$

RECETTES NETTES DISPONIBLES À LA PROPOSITION \$

DÉBOURS :

1. Frais de consultation \$

2. Frais payés :

(a) Au séquestre officiel \$

(b) Au tribunal (*le cas échéant*) \$

3. Honoraires de l'administrateur :

(a) Lors du dépôt auprès du séquestre officiel

(b) Lors de l'approbation, effective ou
présumée, par le tribunal

(c) 20% des sommes distribuées

Total des honoraires \$

4. Taxes applicables \$

TOTAL DES DÉBOURS : \$

Montant disponible pour distribution \$

Réclamations prouvées de \$

Dividende

Prélèvement du surintendant

Total du dividende et du prélèvement \$

FORMULAIRE 14 -- *Fin*

Date

Administrateur de la
proposition de consommateur

Approuvé par les inspecteurs suivants : _____

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 15

Avis de la taxation présumée des comptes et de la libération présumée du syndic
(Règles 64 et 65)

(Intitulé Formulaire 1)

Administration sommaire

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, _____, syndic de l'actif de _____, failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif, ai demandé la taxation de mes comptes et ma libération.

2. Le surintendant des faillites m'a remis une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que mes comptes soient taxés par le registraire.

3. Sont annexés au présent avis :

- a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli;
- c) le dividende définitif qui vous revient, le cas échéant.

4. Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en prenant les mesures suivantes, dans les 30 jours suivant la date du présent avis:

- a) il me signifie ou m'envoie, par courrier recommandé ou par service de messagerie un avis d'opposition;
- b) il dépose auprès du registraire une copie de l'avis d'opposition accompagné d'un paiement représentant les frais applicables selon le tarif;
- c) il envoie une copie de l'avis d'opposition au bureau de division.

Si je reçois un avis d'opposition, je demanderai au registraire de fixer une date pour l'audition de l'opposition et j'expédierai à tout créancier qui s'est opposé un avis de l'audition.

FORMULAIRE 15 -- *Fin*

5. Si je ne reçois aucun avis d'opposition à la taxation de mes comptes et à ma libération dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent avis :

- a) à l'expiration du délai, je pourrai prélever mes honoraires;
- b) à l'expiration du délai, j'enverrai à chaque créancier, si je ne l'ai pas déjà fait, son dividende définitif;
- c) je prendrai les mesures suivantes dans les trois mois suivant la date d'envoi du présent avis :
 - (i) fermer le compte en banque ayant servi à l'administration de l'actif du failli, s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, je m'assurerai que tous les fonds de l'actif du failli ont été retirés du compte consolidé.
 - (ii) remettre les dividendes non réclamés et les fonds non distribués au surintendant des faillites,
 - (iii) envoyer un certificat de conformité et de libération présumée au bureau de division.

6. Je serai réputé libéré dès que je me serai conformé aux exigences du paragraphe 5.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 16

Certificat de conformité et libération présumée du syndic ou de l'administrateur
(Règles 65(1)c)iii) et 101(1)d))

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, syndic de l'actif de _____, failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif (*ou* administrateur de la proposition de consommateur présentée par _____, débiteur consommateur), certifie ce qui suit :

1. Les déclarations relatives à ma demande de libération sont véridiques.
2. L'état définitif des recettes et des débours concernant l'actif constitue un état exact et fidèle de l'administration.
3. Chaque débours mentionné dans l'état est exact et fidèle.
4. J'ai disposé d'une manière appropriée de tous les biens du failli (*ou* du débiteur consommateur) qui sont passés entre mes mains.
5. Toutes les réclamations des créanciers, à qui un dividende a été payé, ont été dûment examinées et, à ma connaissance, le bordereau de dividende donne une liste véridique et fidèle des réclamations de créanciers. Les paiements mentionnés dans ce bordereau ont tous été dûment effectués et les dividendes non réclamés et les fonds non distribués ont été remis au surintendant des faillites.
6. Je n'ai reçu ni ne compte recevoir et il ne m'a été promis aucune rémunération ou rétribution autre que celle indiquée dans l'état.
7. Je n'ai pris part à aucune entente clandestine avec le failli (*ou* le débiteur consommateur) ou quelque autre personne ayant eu ou qui aura pour effet d'accorder à un créancier une contrepartie ou un paiement supérieur à ce qui lui serait revenu légitimement, et je n'ai connaissance d'aucune entente de ce genre.
8. En conformité avec le paragraphe 29(2) de la Loi, une copie du rapport mentionné à l'article 170 de cette loi (*le cas échéant*) a été transmise au surintendant des faillites.
9. Une copie de l'état définitif des recettes et des débours, du bordereau de dividende ainsi qu'un avis de taxation (*ou* un avis de l'audition de la taxation) ont été expédiés au failli (*ou* au débiteur consommateur) et à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée.

FORMULAIRE 16 -- *Fin*

10. Je me suis conformé aux exigences des Règles générales.

Daté le _____, à _____.

Syndic (*ou* Administrateur de la proposition de consommateur)

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 17

Avis de l'audition de la taxation des comptes et de la libération du syndic (Règle 66)

(Intitulé Formulaire 1)

Administration sommaire

Avis est donné que le registraire de la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite tiendra le _____, à _____ heures à _____ une audition de la taxation des comptes et de la libération de _____, syndic de l'actif de _____, failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif.

Sont annexés au présent avis les documents suivants :

- a) une copie de l'état définitif des recettes et des débours, et
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli.

Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en prenant les mesures suivantes:

- a) il me signifie ou m'envoie avant le début de l'audition, par courrier recommandé ou par service de messagerie, un avis d'opposition;
- b) il dépose auprès du registraire une copie de l'avis d'opposition accompagnée d'un paiement représentant les frais applicables selon le tarif;
- c) il envoie une copie de l'avis d'opposition au bureau de division.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 18

Avis de la demande de taxation des comptes et de libération du séquestre intérimaire (Règle 79)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Une copie de l'état définitif des recettes et des débours de _____, séquestre intérimaire des biens de _____, débiteur, est annexée au présent avis.

2. Sont également annexés, un état de compte établi par le séquestre intérimaire et d'autres renseignements concernant ses honoraires et dépenses.

3. Toute opposition à l'état définitif des recettes et des débours ainsi qu'à la libération du séquestre intérimaire doit être déposée auprès du tribunal et du soussigné dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent avis et doit faire état des motifs d'opposition.

4. Le débiteur, ou dans le cas d'un failli, le syndic, ou tout créancier peut déposer un avis d'opposition.

5. Lorsqu'aucune opposition n'est déposée dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent avis, les comptes du séquestre intérimaire sont réputés taxés et celui-ci est réputé libéré, à moins que le tribunal n'exige que les comptes soient taxés au mérite.

Daté le _____, à _____.

Séquestre intérimaire

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 19

Certificat de la nomination du syndic
(Règle 85)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Ouverture de la faillite :

Date et heure de la faillite :

Date de nomination du syndic :

Assemblée des créanciers :

Président :

Garantie :

CERTIFICAT DE NOMINATION - Article 49; Règle 85

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- le débiteur susmentionné a déposé une cession en vertu de l'article 49 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- le syndic susmentionné a dûment été nommé syndic de l'actif du débiteur.

Ledit syndic doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra demander plus tard le séquestre officiel.

Séquestre officiel

FORMULAIRE 20

Certificat de la nomination du syndic
(Règle 85)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Ouverture de la faillite :
Date et heure de la faillite :
Date de nomination du syndic :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

CERTIFICAT DE NOMINATION - Article 49 et Règle 85

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- le débiteur susmentionné à l'égard duquel un avis d'intention a été déposé en vertu de l'article 50.4 ou à l'égard duquel une proposition a été déposée en vertu de l'article 62, a déposé par la suite avant que le tribunal ait approuvé la proposition une cession en vertu de l'article 49 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- le syndic susmentionné a dûment été nommé syndic de l'actif du débiteur.

Ledit syndic doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre endroit, selon ce que pourra demander plus tard le séquestre officiel.

Séquestre officiel

FORMULAIRE 20.1

Certificat de nomination du syndic
(Règle 85)

District de
No division
No cour
No dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date réputée de la cession conformément à l'article 66.33 :

Garantie :

Date et heure de la faillite :

Date de nomination du syndic :

Assemblée des créanciers :

Président :

CERTIFICAT DE NOMINATION - Articles 49, 66.33; Règle 85

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- le débiteur susmentionné à l'égard duquel une proposition de consommateur a été déposée en vertu de l'article 66.13 a déposé par la suite avant que le tribunal ait donné son approbation effective ou présumée une cession en vertu de l'article 49 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- le syndic susmentionné a dûment été nommé syndic de l'actif du débiteur.

Ledit syndic doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée ;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre endroit, selon ce que pourra demander plus tard le séquestre officiel.

Séquestre officiel

FORMULAIRE 21

Cession au profit des créanciers en général
(Personne morale et autres entités légales)
(article 49 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Le présent acte fait le _____

Entre

(Insérez le nom du débiteur)
ci-après désigné « le débiteur »,

et

(Syndic)
ci-après désigné « le syndic »,

Attendu que le débiteur est insolvable et désire céder et abandonner tous ses biens afin qu'ils soient distribués entre ses créanciers, le tout conformément à la Loi,

En conséquence, le présent acte atteste que le débiteur, par les présentes, cède tous ses biens au syndic, aux fins et objets prévus par la Loi.

Signé en la _____ de _____, dans la province de _____, en présence de _____.

Témoin

Date

Débiteur (ou Représentant du débiteur)

REMARQUES:

Lorsque le débiteur est une personne morale, une copie certifiée d'une résolution du conseil d'administration doit être attachée au présent document.

Joindre une copie de l'ordonnance dans le cas d'un débiteur décédé.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 22

Cession au profit des créanciers en général
(Personne physique)
(article 49 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Nom légal en entier du débiteur

Nom de famille

Prénoms (*Soulignez prénom utilisé*)

Autres noms et prénoms officiels antérieurs ou pseudonymes

Adresse

Profession

Nom du syndic

Je, débiteur soussigné, étant dans l'impossibilité de payer mes dettes au fur et à mesure de leur échéance, par la présente cède et abandonne, tous mes biens au syndic au bénéfice de mes créanciers conformément à la Loi.

Signé en la _____ de _____, dans la province de _____, en présence de _____.

Témoin

Date

Débiteur

REMARQUE :

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 23

Bilan préliminaire
(paragraphe 49(2) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Au débiteur:

Vous êtes requis de remplir le présent formulaire avec soin et exactitude en répondant aux questions, au meilleur de votre connaissance.

1. Donnez les noms, les adresses et les montants des réclamations de tous vos créanciers ainsi que vos actifs de toute sorte et indiquez si ces réclamations sont garanties, privilégiées ou non garanties.

Réclamations de biens

| Nom | Adresse | Montant de la réclamation | Nature de la réclamation |
|-------|---------|------------------------------|--------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

Réclamations de biens en fiducie

| Nom | Adresse | Montant de la réclamation | Nature de la réclamation |
|-------|---------|------------------------------|--------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

Créanciers garantis

| Nom | Adresse | Montant de la réclamation | Détail de la garantie détenue |
|-------|---------|------------------------------|----------------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

FORMULAIRE 23 -- *Suite*

Créanciers privilégiés

| Nom | Adresse | Montant de la réclamation | Nature de la réclamation |
|-------|---------|------------------------------|--------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

Créanciers non garantis

| Nom | Adresse | Montant de la réclamation |
|-------|---------|---------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

2. Quelle est la valeur estimative de vos biens? :

- a) Stock _____ \$
- b) Equipement _____
- c) Créances, lettres de change, billets à ordre, etc. _____
- d) Espèces à la banque de _____
- e) Espèces en caisse _____
- f) Bétail _____
- g) Machines, outillage et installation _____
- h) Immeubles et biens réels _____
- i) Outils financiers (incluant REER, garanties, police d'assurance-vie) _____
- j) Autres biens (actions, obligations, véhicules, bijoux, etc.) _____

FORMULAIRE 23 -- *Fin*

3. Possédez-vous un titre ou des droits quelconques sur d'autres biens?

- a) conjointement ou en commun avec une autre personne ou d'autres personnes?
- b) en vertu d'un testament quelconque?
- c) en vertu d'un douaire ou contrat de mariage?
- d) de toute autre manière?

Je _____, de _____ de _____, dans la province de _____ étant dûment assermenté déclare (*ou* affirme solennellement), qu'à ma connaissance, le bilan, en date du _____ constitue un état entier, fidèle et complet de mes affaires et de tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et à m'être dévolus, tel que le définit l'article 67 de la Loi.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)
dans la province _____,
ce _____ jour de _____.

Commissaire à l'assermentation
pour la province _____.

Débiteur

FORMULAIRE 24

Avis d'interrogatoire devant le séquestre officiel
(Personne morale)
(Règle 117)

Date:

À: _____

Dans l'affaire de la faillite de :

No dossier _____

Lieu de l'interrogatoire :

AVIS D'INTERROGATOIRE DEVANT LE SÉQUESTRE OFFICIEL

Avis est donné qu'en qualité de dirigeant d'une personne morale en faillite, vous devez, conformément à l'article 159 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, accomplir tous les devoirs que l'article 158 de la Loi impose à un failli.

Vous êtes tenu, conformément à l'article 158, de vous présenter au bureau du séquestre officiel à la date, l'heure et l'endroit indiqués ci-dessus, pour répondre aux questions que pourra vous poser le séquestre officiel au sujet de la conduite de la personne morale en faillite, des causes de sa faillite et de la disposition de ses biens.

Avis vous est également donné que si vous ne vous présentez pas à cet interrogatoire, le tribunal, par mandat, pourra vous faire arrêter et vous faire amener pour subir un interrogatoire et vous serez, sur déclaration de culpabilité, passible d'un emprisonnement maximal de 3 ans.

Séquestre officiel

Adresse du bureau de division du séquestre officiel

FORMULAIRE 25

Avis d'interrogatoire devant le séquestre officiel
(Personne physique)
(Règle 117)

Date:

À: _____

Dans l'affaire de la faillite de :

No dossier _____

Lieu de l'interrogatoire:

AVIS D'INTERROGATOIRE DEVANT LE SÉQUESTRE OFFICIEL

Avis est donné que vous êtes tenu, en votre qualité de failli, d'accomplir tous les devoirs que l'article 158 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* impose à un failli.

Vous êtes tenu, conformément à l'article 158, de vous présenter au Bureau du séquestre officiel à la date, l'heure et l'endroit indiqués ci-dessus, pour répondre aux questions que pourra vous poser le séquestre officiel au sujet de votre conduite, des causes de votre faillite et de la disposition de vos biens.

Ne pas vous présenter à cet interrogatoire constitue une infraction à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et peut avoir des conséquences sérieuses sur votre demande de libération de faillite.

Ne pas confondre cet avis avec l'avis reçu du syndic vous sommant de vous présenter à la première assemblée des créanciers.

Séquestre officiel

Adresse du bureau de division du séquestre officiel

FORMULAIRE 26

Questions qui doivent être posées au failli par le séquestre officiel (Personne physique en affaires) (article 161 de la Loi)

Instructions au séquestre officiel :

Les questions suivantes ou des questions au même effet doivent être posées personnellement au failli par le séquestre officiel. Ces questions doivent être complétées et élargies par le séquestre officiel dans le but de tirer de l'interrogatoire le maximum de renseignements essentiels et d'établir autant que possible la vraie cause de la faillite, la disposition des biens et la conduite du failli. Les livres, les états, etc., du failli doivent être mis à la disposition du séquestre officiel pour fins de consultation ou pour obtenir un examen plus détaillé d'un aspect quelconque des affaires ou de la conduite du failli, selon ce que le séquestre officiel juge opportun.

1. Êtes-vous le failli mentionné dans cette procédure?
2. Avez-vous été mis au courant des obligations qui vous sont imposées en vertu de l'article 158 de la Loi?
3. Donnez votre nom légal, et tout autre nom dont vous vous servez, ainsi que votre date de naissance.
4. Où demeurez-vous? Est-ce que vous louez cette résidence ou en êtes-vous propriétaire ou encore est-ce un membre de la famille qui en est propriétaire? Donnez tous les détails.
5. Avez-vous des personnes à votre charge? Dans l'affirmative, donnez les détails et les âges.
6. Sous quels noms et à quel endroit avez-vous exercé votre entreprise?
7. Quelle est la nature de votre entreprise?
8. Quand avez-vous commencé cette entreprise?
9. Quel capital avez-vous investi dans cette entreprise, de quelle nature était ce capital et quelle proportion était en espèces?
10. Avez-vous emprunté une partie du capital en espèces et, le cas échéant, de qui l'avez-vous emprunté?
11. Avez-vous des associés quelconques dans l'entreprise ou en avez-vous eus au cours des cinq dernières années? Dans l'affirmative, donnez les détails.
12. Quelle expérience avez-vous eue antérieurement dans la conduite d'une entreprise de cette nature?
13. Avez-vous déjà été en faillite ou fait une proposition ou un arrangement avec vos créanciers, soit personnellement, soit comme associé, soit comme dirigeant d'une personne morale?

FORMULAIRE 26 -- *Suite*

14. Avez-vous supervisé vous-même votre entreprise?
15. Avez-vous tenu des livres convenables? Avez-vous régulièrement étudié votre situation financière et fait l'inventaire à des intervalles réguliers?
16. (1) Avez-vous tenu les livres suivants :
- a) livre de caisse (recettes et débours)?
 - b) livre de ventes établissant les ventes à crédit?
 - c) grand livre des comptes recevables?
 - d) livre d'achats établissant les achats à crédit?
 - e) grand livre des comptes payables?
 - f) grand livre général ou comptes de contrôle?
- (2) Dans l'affirmative, quelles périodes ces livres visent-ils?
- (3) Avez-vous fait vous-même les inscriptions dans ces livres? Si non, donnez les noms des personnes qui les ont faites.
- (4) Ces livres ont-ils été vérifiés par un comptable compétent? Dans l'affirmative, quand et par qui?
- (5) Où sont ces livres en ce moment?
- (6) Où sont les pièces justificatives à l'appui (récépissés, factures acquittées, chèques encaissés ou autres documents)?
17. Quand avez-vous constaté pour la première fois que vous étiez insolvable?
18. Avez-vous continué de faire affaires ou avez-vous contracté des dettes après avoir constaté votre état d'insolvabilité?
19. Avez-vous fait quelque paiement, remis quelque effet, livré quelque bien ou donné quelque garantie à quelques-uns de vos créanciers, sauf dans le cours ordinaire des affaires, durant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite ou la date à laquelle vous avez constaté votre état d'insolvabilité? Dans l'affirmative, donnez les détails.

FORMULAIRE 26 -- *Suite*

20. Au cours des 12 mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite, avez-vous :

- a) passé quelque acte de vente ou hypothéqué vos biens, ou mis en gage certains de vos biens? Dans l'affirmative, donnez les détails.
- b) vendu, disposé, distribué ou enlevé quelques-uns de vos biens, sauf dans le cours ordinaire des affaires?
- c) vendu, disposé ou distribué quelques actifs achetés à crédit avant même d'avoir effectué le paiement total?

21. Dans le cours des 5 années précédant l'ouverture de la faillite, avez-vous :

- a) été partie à quelque douaire ou contrat postérieur au mariage ou autre constitut de biens ?
- b) vendu quelques immeubles ou biens réels au cours des 5 dernières années ?

Dans l'affirmative donnez les détails.

22. Votre entreprise a-t-elle déjà déclaré un bénéfice? Dans l'affirmative, précisez la dernière occasion et la valeur au prix coûtant de votre inventaire à cette époque?

23. Depuis cette date, quel a été le montant de vos ventes, de vos achats et de vos dépenses d'opération et quelle est la valeur au prix coûtant de votre stock à l'heure actuelle? Donnez les réponses:

| | |
|--|----------|
| Ventes | _____ \$ |
| Stock selon la réponse à la question 23 | _____ |
| Ajoutez les achats subséquents | _____ |
| Soustraire la valeur du stock à cette date | _____ |
| Ajoutez les frais d'opération. | _____ |
| Coût des ventes. | _____ |
| Profits ou pertes. | _____ |

FORMULAIRE 26 -- *Suite*

24. En fixant votre prix de vente, quel montant avez-vous ajouté au coût primitif à titre de pourcentage ou hausse?
25. Avez-vous vendu des biens au prix coûtant ou à un prix moindre et, le cas échéant, à qui?
26. Comment expliquez-vous les pertes indiquées à votre réponse à la question 23?
27. Quelles sommes avez-vous retirées de votre entreprise pour les besoins domestiques ou vos dépenses personnelles chaque année au cours des trois dernières années?
28. Votre livre de caisse indique-t-il toutes les sommes que vous avez retirées?
29. Qui vous a conseillé quant à vos problèmes financiers?
30. Avez-vous fait une demande de crédit récemment?
31. Avez-vous effectué des achats d'une valeur importante au cours des douze derniers mois?
32. À quand remonte la dernière utilisation de vos cartes de crédit?
33. Quand avez-vous obtenu vos cartes de crédit?
34. Avez-vous utilisé votre carte de crédit pour effectuer des avances de fonds, pour vos achats personnels ou voyages au cours des douze derniers mois? Dans l'affirmative, donnez les détails.
35. Qu'arrivera-t-il de vos dettes garanties et sur quels items continuerez-vous d'effectuer vos paiements?
36. Donnez les motifs des présentes dettes et à quel moment elles ont été contractées ou renouvelées.
37. Est-ce qu'un de vos créanciers ou clients de votre entreprise est apparenté avec vous ou votre famille?
38. Êtes-vous impliqué dans la gestion ou agissez-vous à titre d'administrateur ou de dirigeant d'une autre entreprise ou corporation? Dans l'affirmative, donnez les détails.
39. Quel type de compte bancaire avez-vous conservé au cours des deux dernières années?
40. Êtes-vous propriétaire ou locataire d'un véhicule?
41. Possédez-vous des actifs qui n'apparaissent pas à votre bilan préliminaire? (Actifs personnels ou reliés à l'entreprise)

FORMULAIRE 26 --Fin

42. Possédez-vous d'autres dettes ou avez-vous fourni une garantie pour toute autre dette qui n'apparaissent pas sur votre bilan préliminaire?
43. Avez-vous présentement un emploi? Dans l'affirmative, dites à quel endroit et le montant de vos revenus.
44. Avez-vous d'autres sources de revenus?
45. D'après vous, quelles sont les causes de votre faillite?

Remarque au séquestre officiel

Toutes questions additionnelles posées par le séquestre officiel et les réponses qui y sont données doivent être inscrites ci-dessous ou sur une feuille à annexer au présent formulaire.

Je, _____, de _____ de _____, dans la province de _____, étant dûment assermenté, déclare (*ou* affirme solennellement) que les réponses ci-dessus, sont fidèles sous tous rapports, au meilleur de ma connaissance. Je comprends que cet interrogatoire est ajourné pour le moment et peut se continuer à une date ultérieure, le cas échéant.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)
dans la province _____,
ce _____ jour de _____.

Séquestre officiel pour la
division de faillite no ____
du district de faillite de

Failli

FORMULAIRE 27

Interrogatoire du failli
par le séquestre officiel
(Personne physique)
(Article 161 de la Loi)

Instructions au séquestre officiel :

Les questions suivantes ou des questions au même effet doivent être posées personnellement au failli par le séquestre officiel. Ces questions doivent être complétées et élargies par le séquestre officiel dans le but de tirer de l'interrogatoire le maximum de renseignements essentiels et d'établir autant que possible la vraie cause de la faillite, la disposition des biens et la conduite du failli.

NOTES DU SÉQUESTRE OFFICIEL (À être complétées par le séquestre officiel)

Faillite(s) antérieure(s) :

Transactions révisables :

Actifs non-déclarés :

Créances non-déclarées :

Paiements préférentiels :

Utilisation excessive du crédit :

Dispositions :

Autres questions ou problèmes :

Séquestre officiel

FORMULAIRE 27 -- *Suite*

1. Donnez votre nom légal, et tout autre nom dont vous vous servez, ainsi que votre date de naissance.
2. Quelle est votre adresse actuelle et votre numéro de téléphone?
3. Avez-vous déjà été le propriétaire ou êtes actuellement le propriétaire de la résidence dans laquelle vous habitez, ou un membre de votre famille en est-il le propriétaire?
4. Quel est le montant de votre loyer ou de vos paiements hypothécaires?
5. Avez-vous été informé de vos devoirs en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*?
6. Approximativement, à quelle date avez-vous constaté qu'il vous était impossible de rencontrer les échéances de vos créances et quel fait vous en a fait prendre conscience?
7. Avez-vous obtenu ou eu recours au crédit après cette date? Dans l'affirmative, de qui avez-vous obtenu du crédit?
8. Avez-vous déjà déclaré faillite auparavant ou présenté une proposition à vos créanciers? Dans l'affirmative, à quelle date?
9. Présentement, avez-vous des cartes de crédit en votre possession?
10. Qui est votre employeur actuel, et à quel montant s'élève votre revenu net mensuel?
11. Avez-vous d'autres sources de revenus que votre emploi? Dans l'affirmative, quelle est cette source et le montant qu'elle génère?
12. Quelles sont les banques où vous possédez des comptes bancaires et quels sont les soldes de chacun?
13. Avez-vous d'autres dettes que vous n'avez pas déclarées sur le bilan préliminaire? Dans l'affirmative, donnez les détails.
14. Avez-vous d'autres actifs que vous n'avez pas déclarés sur le bilan préliminaire? Dans l'affirmative, donnez les détails.
15. Expliquez les dettes qui suivent en donnant leur date d'origine et les motifs ou causes de cet endettement.

FORMULAIRE 27 -- *Suite*

16. Avez-vous vendu, distribué ou disposé quelque bien au cours des 12 mois précédant l'ouverture de la faillite? Dans l'affirmative, donnez les détails.
17. Suite à la vente des biens ci-haut mentionnés, quel montant avez-vous perçu et qu'avez-vous fait de ce montant?
18. Avez-vous vendu ou distribué quelque bien que vous avez acheté à crédit avant d'avoir payé entièrement la facture? Dans l'affirmative, donnez les détails.
19. Avez-vous remboursé quelque créance à un membre de votre famille au cours des 12 mois précédant l'ouverture de la faillite? Dans l'affirmative, donnez les détails.
20. Avez-vous payé votre syndic lors de la signature des documents? Dans l'affirmative, quel montant?
21. Présentement, effectuez-vous des paiements en faveur de votre syndic? Dans l'affirmative, quels sont ces montants?
22. Avant que vous ne déclariez faillite, avez-vous considéré les autres options disponibles?
23. En faveur de quels créanciers avez-vous effectué des paiements au cours des trois mois précédant le dépôt de la faillite? Avez-vous payé à un de ces créanciers le plein montant ou payé des montants plus importants que le paiement normal?
24. À votre connaissance, quelqu'un détient-il des actifs en fiducie? Si oui, donnez des détails.
25. Préparez-vous un rapport mensuel de vos revenus et dépenses pour votre syndic?
26. Donnez une liste de tous vos revenus mensuels incluant ceux de votre conjoint (incluant conjoint de fait) et la source des revenus.
27. Donnez une liste de vos dépenses, avec les montants en dollars.
28. Si vos dépenses sont plus élevées que vos revenus, expliquez quelles dépenses vous ne payez pas et de quelle façon vous tentez de corriger ce problème.
29. Qui vous a conseillé quant à vos problèmes financiers?
30. Êtes-vous propriétaire ou locataire d'un véhicule motorisé? Dans l'affirmative, donnez les détails (payez-vous le syndic ou une autre personne afin de conserver le véhicule et quel montant y est attribué).
31. Présentement, empruntez-vous un véhicule motorisé? Dans l'affirmative, donnez les détails.

FORMULAIRE 27 -- *Fin*

32. Avez-vous obtenu des avances de fonds ou tout autre crédit au cours des 12 mois précédant l'ouverture de la faillite? Dans l'affirmative, donnez la liste de ces montants et la dernière date où une avance fut acceptée.
33. Avez-vous payé des voyages à l'aide de vos cartes de crédit au cours de 12 mois précédant l'ouverture de la faillite? Dans l'affirmative, quel voyage avez-vous fait et quel montant fut porté à vos cartes?
34. Expliquez pourquoi et comment vous avez accumulé une dette totale de x.xx\$ sur vos cartes de crédit. Par exemple, quelle sorte d'achats avez-vous faits et à quel moment les avez-vous faits?
35. D'après vous, quelles sont les causes de votre faillite? Donnez une brève explication.
36. Vous considérez-vous directement ou partiellement responsable de votre faillite? Expliquez votre réponse.

Remarque au séquestre officiel

Toutes questions additionnelles posées par le séquestre officiel et les réponses qui y sont données doivent être inscrites ci-dessous ou sur une feuille à annexer au présent formulaire.

Je, _____, de _____ de _____, dans la province de _____, étant dûment assermenté, déclare (*ou* affirme solennellement), que les réponses ci-dessus, sont fidèles sous tous rapports, au meilleur de ma connaissance. Je comprends que cet interrogatoire est ajourné pour le moment et peut se continuer à une date ultérieure, le cas échéant.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)
dans la province _____,
ce ____ jour de _____.

Séquestre officiel pour la
division de faillite no ____
du district de faillite de

Failli

FORMULAIRE 28

Questions qui doivent être posées par le séquestre officiel
à une personne désignée ou à un dirigeant d'une personne morale en faillite
(articles 159 et 161 de la Loi)

Instructions au séquestre officiel

Les questions suivantes ou des questions au même effet doivent être posées à la personne interrogée en vertu de l'article 159 par le séquestre officiel. Ces questions doivent être complétées ou élargies par le séquestre officiel afin de tirer de l'interrogatoire le maximum de renseignements essentiels et d'établir autant que possible la vraie cause de la faillite, la disposition des biens et la conduite de la personne morale en faillite. Les livres, les états, etc., de la personne morale en faillite doivent être mis à la disposition du séquestre officiel pour fins de consultation ou pour obtenir un examen plus détaillé d'un aspect quelconque des affaires ou de la conduite de la personne morale, selon ce que le séquestre officiel juge opportun.

1. Êtes-vous un dirigeant de la personne morale mentionnée dans cette procédure?
2. Avez-vous été informé de vos devoirs en vertu des articles 158 et 159 de la Loi?
3. Quels sont vos noms et prénoms et quel est votre poste au sein de la personne morale?
4. Quel est le nom au complet de la personne morale et quelle est l'adresse de son siège social?
5. Quand la personne morale a-t-elle été constituée et en vertu de quelle loi du Parlement ou de quelle loi provinciale est-elle constituée?
6. Quel est le capital autorisé de la personne morale?
7. Quelle proportion de ce capital a été souscrite et quelle partie du capital ainsi souscrite a été entièrement payée?
8. Quelle partie du capital a été payée en espèces et quelle était la contrepartie à toute autre émission d'actions?
9. La personne morale avait-elle un registre d'actions contenant les détails de la répartition, de l'émission et du transfert de toutes les actions?
10. Le registre d'actions déclare-t-il la somme acquittée sur chaque action de la personne morale, soit en espèces, soit autrement?
11. Quelle est la somme totale, s'il en est, impayée sur les actions de la personne morale et par qui cette somme est-elle due?

FORMULAIRE 28 -- *Suite*

12. Quels sont les noms des principaux actionnaires?
13. Quels sont les noms des administrateurs et dirigeants de la personne morale?
14. La personne morale a-t-elle des filiales qui sont entièrement sous son contrôle? Dans l'affirmative, donnez les détails.
15. La personne morale en faillite ou ses filiales ont-elles déjà été en faillite antérieurement ou ont-elles fait une proposition ou un arrangement avec les créanciers?
16. Quand la personne morale a-t-elle commencé à faire affaires?
17. Quelle était la nature de ses affaires?
18. Des livres convenables ont-ils été tenus et sont-ils à jour?
19. Les livres ont-ils été vérifiés chaque année?
20. Quel est le nom du vérificateur comptable? Quand le dernier état vérifié a-t-il été dressé?
21. Toutes les déclarations requises ont-elles été faites aux divers ministères du gouvernement qui les exigeaient?
22. Quand la personne morale a-t-elle constaté pour la première fois qu'elle était insolvable?
23. La personne morale a-t-elle continué de faire affaires ou a-t-elle contracté des dettes après avoir constaté son état d'insolvabilité?
24. La personne morale a-t-elle fait quelque paiement, remis quelque effet, livré quelque bien ou donné quelque garantie à certains de ses créanciers, sauf dans le cours ordinaire des affaires, durant les 3 mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite ou la date à laquelle elle a constaté son état d'insolvabilité? Dans l'affirmative, donnez les détails.
25. Au cours des 12 mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite, la personne morale a-t-elle :
 - a) passé quelque acte de vente ou hypothéqué des biens meubles ou mis en gage certains de ses biens?
 - b) vendu, disposé ou enlevé certains de ses biens, sauf dans le cours ordinaire des affaires? Dans l'affirmative, donnez les détails.
26. Au cours des 5 années précédant l'ouverture de la faillite, la personne morale a-t-elle fait quelque constitut de biens, ou y a-t-elle été partie? Dans l'affirmative, donnez les détails.

FORMULAIRE 28 -- *Suite*

27. Quelles sont les causes de la faillite de la personne morale?
28. Quel a été le montant des ventes au cours des 3 dernières années? Quel pourcentage des ventes constituait le profit ou la hausse?
29. Quelle est la dernière occasion où les opérations de la personne morale ont donné un bénéfice?
30. Dans les 12 derniers mois, la personne morale a-t-elle payé un dividende ou racheté ses actions, billets, débiteures ou toute autre dette à long terme? Si oui, quand et pour quel montant?
31. À combien s'élevait le montant total des salaires et des dépenses attribués aux dirigeants et administrateurs de la personne morale au cours des douze mois précédant l'ouverture de la faillite?
32. Vous êtes-vous tenu personnellement informé de la situation financière de la personne morale?
33. Êtes-vous impliqué à titre de dirigeant ou d'administrateur au sein de toute autre entreprise ou personne morale? Si oui, donnez les détails.
34. Au cours des 12 derniers mois précédant l'ouverture de la faillite, la personne morale a-t-elle transigé avec les personnes suivantes:
 - (1) Employés, dirigeants ou administrateurs
 - (2) Une personne liée à: des employés, représentants ou administrateurs de la personne morale
 - (3) Une autre personne morale dans laquelle vous ou toute autre personne ci-haut mentionnée au sous-paragraphe (1) ou (2), ou leurs parents, détenez un intérêt financier?
35. La personne morale avait-elle des créanciers ou clients qui se retrouvent parmi les personnes mentionnées à la question 34 (1),(2) ou (3)? Si oui, donnez les détails.
36. Toutes les ventes effectuées avant la faillite ont-elles été enregistrées ?
37. La personne morale vendait-elle au taux de profit habituel immédiatement avant la faillite? Si non, donnez les détails.
38. Avez-vous déjà été impliqué à titre de dirigeant dans une personne morale qui a déjà déclaré faillite. Si oui, donnez les détails.
39. En date de la faillite, y avait-il des commandes qui, bien qu'acceptées, sont demeurées non-complétées? Si oui, quels arrangements ont été pris concernant ces commandes?
40. La personne morale a-t-elle d'autres actifs à part ceux qui figurent au bilan, ou certains actifs sont-ils en fiducie au nom de la personne morale?

FORMULAIRE 28 -- *Fin*

41. Avec quelle(s) banque(s) ou institution(s) financière(s) la personne morale faisait-elle affaires pour ses opérations bancaires?
42. Toutes les recettes d'affaires étaient-elles déposées dans ce(s) compte(s) de banque?
43. Tous les biens et services offerts par les créanciers étaient-ils destinés seulement à la personne morale ou pour des dirigeants, administrateurs ou autre personne/entreprise?
44. Autrement que dans le cours normal des affaires et à part ceux précédemment divulgués, d'autres actifs ont-ils été disposés ou saisis au cours de l'année précédant l'ouverture de la faillite?
45. Comment expliquez-vous la défaillance de l'entreprise? Exemple: Où et comment sont survenues les pertes majeures.

REMARQUE AU SÉQUESTRE OFFICIEL

Toutes questions additionnelles posées par le séquestre officiel et les réponses qui y sont données doivent être inscrites ci-dessous ou sur une feuille à annexer au présent formulaire.

Je, _____, de _____ de _____, dans la province de _____, étant dûment assermenté, déclare(*ou* affirme solennellement) que les réponses ci-dessus, sont fidèles sous tous rapports, au meilleur de ma connaissance. Je comprends que cet interrogatoire est ajourné pour le moment et peut se continuer à une date ultérieure, le cas échéant.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)
dans la province _____,
ce ____ jour de _____.

Séquestre officiel pour la
division de faillite No _____
du district de faillite de

Signature de la personne interrogée

FORMULAIRE 29

Rapport du syndic sur l'état de l'évolution de l'encaisse (alinéas 50(6)b) et 50.4(2)b) de la Loi)

L'état des projections sur l'évolution de l'encaisse, ci-annexé, de _____ (*nom de la personne insolvable*), en date du _____, qui porte sur _____ (*précisez en donnant les dates pertinentes*), a été établi par la direction de la personne insolvable aux fins mentionnées dans la note _____, à partir des hypothèses probables et conjecturales énoncées dans les notes _____.

Pour effectuer notre examen, nous avons mené des enquêtes, des analyses et avons tenu des discussions portant sur les renseignements que nous ont fournis la direction et les employés de la personne insolvable. Puisque les hypothèses conjecturales n'ont pas à être étayées, nous nous sommes limités à en évaluer la pertinence par rapport à l'objet des projections. Nous avons également étudié les renseignements fournis par la direction à l'appui des hypothèses probables, ainsi que la préparation et la présentation des projections.

D'après notre examen, il n'y a rien qui nous porte à croire, quant aux points importants :

a) que les hypothèses conjecturales ne cadrent pas avec l'objet des projections;

b) qu'à la date du présent rapport, les hypothèses probables émises par la direction ne sont pas convenablement étayées et ne cadrent pas avec les projets de la personne insolvable ou ne constituent pas un fondement raisonnable pour les projections, compte tenu des hypothèses conjecturales; ou

c) que les projections ne reflètent pas les hypothèses probables et conjecturales.

Puisque les projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés, même si les hypothèses conjecturales se réalisent, et les écarts peuvent être importants. En conséquence, nous ne pouvons affirmer avec certitude que les projections données se réaliseront.

Les projections ont été établies exclusivement aux fins mentionnées dans la note _____, et il est à signaler que ces projections peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 30

Rapport de l'auteur de la proposition sur l'état
de l'évolution de l'encaisse
(alinéas 50(6)c) et 50.4(2)c) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

_____ (La direction, le séquestre *ou* le liquidateur, etc.) de
_____ (*nom de la personne insolvable*) a émis les hypothèses et établi en date du
_____ l'état des projections sur l'évolution de l'encaisse de la personne insolvable ci-annexé
qui portent sur _____ (*Précisez, en donnant les dates pertinentes*).

Les hypothèses conjecturales utilisées sont raisonnables et cadrent avec l'objet des projections mentionné dans la note _____, et les hypothèses probables, convenablement étayées, cadrent avec les projets de la personne insolvable et constituent un fondement raisonnable pour les projections. Toutes ces hypothèses sont énoncées dans les notes _____

Puisque les projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés et les écarts peuvent être importants.

Les projections ont été établies exclusivement aux fins mentionnées dans la note _____, à partir d'un ensemble d'hypothèses probables et conjecturales énoncées dans les notes _____. En conséquence, il est à signaler que les projections peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Daté le _____, à _____.

Nom de l'auteur de la proposition

Nom et fonction du signataire
autorisé

Nom et fonction du signataire
autorisé

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 31

Preuve de réclamation
(article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 102(2), 124(2) et 128(1)
et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante: _____

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition) de _____ (*nom du débiteur*) de _____ (*ville et province*) et de la réclamation de _____, créancier.

Je, _____ (*nom du créancier ou du représentant du créancier*), de _____ (*ville et province*), certifie ce qui suit:

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis _____ (*préciser le poste ou la fonction*) de _____ (*nom du créancier*)).

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3. Le débiteur était, à la date de la faillite, (ou à la date de mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition), soit le _____, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (*L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.*)

4. (*Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.*)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :

(*Cochez ce qui s'applique.*)

pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.

pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

(*Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.*)

FORMULAIRE 31 -- *Suite*

- B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE _____
_____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

- C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.)

- D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$. *(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison).*

- E. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$

(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (*ou* le créancier susnommé est lié) (*ou* je ne suis pas lié *ou* le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci au cours des trois mois (*ou, si le créancier et le débiteur sont des «personnes liées» au sens du paragraphe 4(2) de la Loi, au cours des douze mois*) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, tel que défini à l'article 2 de la Loi: *(Donnez les détails des paiements et des crédits.)*

FORMULAIRE 31 -- *Fin*

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)

- Je demande d'être avisé de tout changement important quant à la situation financière du failli en conformité avec l'alinéa 102(3)b) de la Loi.
- Je demande d'être avisé de toute modification faite quant au montant que le failli doit payer en conformité avec le paragraphe 68(4) de la Loi.
- Je demande qu'une copie du rapport complété par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Créancier

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

REMARQUE: Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

AVERTISSEMENTS: Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 32

Preuve de réclamation pour les faillites
des courtiers en valeurs mobilières
(paragraphe 102(2), 124(2) et 128(1) de la Loi)

(Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante: _____)

Dans l'affaire de la faillite de _____ (nom du débiteur) de _____ (ville et province) et de la réclamation de _____, créancier.

Je, _____ (nom du créancier ou représentant du créancier), de _____ (ville et province), certifie ce qui suit:

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis _____ (préciser le poste ou la fonction) de _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier)).

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3. Le débiteur était, à la date de la faillite, soit le _____, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)

4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

(Autre qu'une réclamation d'un client tel que prévu à l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun actif du débiteur à titre de garantie et :

(Cochez ce qui s'applique.)

pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire .

pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)

FORMULAIRE 32 -- Suite

B. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.)

C. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI _____ \$

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après:

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (*ou* le créancier susnommé est lié) (*ou* je ne suis pas lié *ou* le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci au cours des 3 mois (*ou, si le créancier et le débiteur sont des «personnes liées» au sens de l'article 4 de la Loi, au cours des 12 mois*) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, tel que défini à l'article 2 de la Loi : (*Donnez les détails des paiements et des crédits.*)

(Applicable seulement lorsque le courtier en valeurs mobilières est une personne physique.)

- Je demande d'être avisé de tout changement important quant à la situation financière du failli en conformité avec l'alinéa 102(3)b) de la Loi.
- Je demande d'être avisé de toute modification faite quant au montant que le failli doit payer en conformité avec le paragraphe 68(4) de la Loi.
- Je demande qu'une copie du rapport complété par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec l'article 170 de la Loi, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

FORMULAIRE 32 --Fin

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Créancier

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

REMARQUE: Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

AVERTISSEMENTS: Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 33

Avis de l'intention de faire une proposition
(paragraphe 50.4(1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, _____, personne insolvable signifie mon intention de faire une proposition à mes créanciers conformément au paragraphe 50.4(1) de la Loi.

2. _____ (*nom du syndic*), de _____ (*adresse du syndic*), syndic autorisé, a accepté d'exercer les fonctions de syndic dans le cadre de la proposition. Une copie de son acceptation est annexée au présent avis.

3. Une liste portant les noms des créanciers connus ayant des réclamations d'une valeur de 250 \$ ou plus ainsi que le montant de ces réclamations, est également annexée.

4. Conformément à l'article 69 de la Loi, les procédures engagées contre moi sont suspendues à compter de la date du dépôt du présent avis auprès du séquestre officiel de ma localité.

Daté le _____, à _____.

Personne insolvable

À remplir par le séquestre officiel :

Date du dépôt _____

Séquestre officiel

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 34

Rapport du syndic sur le non-dépôt d'un état de l'évolution de l'encaisse ou d'une proposition
(alinéa 50.4(8)b) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, syndic, désigné dans l'avis de l'intention de faire une proposition déposé par _____, personne insolvable, fais rapport au séquestre officiel de ce qui suit :

1. La personne insolvable a, le _____, déposé auprès du séquestre officiel un avis de son intention de faire une proposition.

2.

(Cochez ce qui s'applique.)

- aucun état des projections sur l'évolution de l'encaisse n'a été déposé dans les 10 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention;
- aucune proposition n'a été déposée dans les 30 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention ou dans le délai prorogé accordé par le tribunal aux termes du paragraphe 50.4(9) de la Loi. *(Si un délai supplémentaire a été accordé par le tribunal, annexe l'ordonnance.)*

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 35

Certificat de cession
(alinéa 50.4(8)b) de la Loi)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date de faillite :
Ouverture de la faillite :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

Personne désignée :

CERTIFICAT DE CESSION - Alinéa 50.4(8)b)

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- un avis d'intention à l'égard du débiteur susmentionné a été déposé en vertu de l'article 50.4 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- le débiteur a omis de déposer un état de l'évolution de l'encaisse ou le syndic a omis de déposer la proposition dans les délais prévus, après le dépôt de l'avis d'intention, le débiteur est par conséquent réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra demander plus tard le séquestre officiel.

Date:

Séquestre officiel

FORMULAIRE 36

Formulaire de procuration
(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b
de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____ (*nom du créancier*), de
_____ (*nom du village ou de la ville*), créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme
_____, de _____, mon fondé de pouvoir à tous égards dans
l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir
à sa place (*ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place*).

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Créancier (personne physique)

Créancier (personne morale)

Témoïn

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 37

Formulaire de votation
(alinéas 51(1)f) et 66.15(3)c) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition (*ou* de la proposition de consommateur de) _____

Je, _____, créancier (*ou* Je, _____, représentant de _____, créancier), de _____ (*nom du village ou de la ville*), créancier dans l'affaire susmentionnée à l'égard de la somme de _____ \$, demande au syndic agissant relativement à la proposition de _____, (*ou* à l'administrateur de la proposition de consommateur de _____), de consigner mon vote _____ (en faveur de *ou* contre) l'acceptation de la proposition (*ou* de la proposition de consommateur), faite le _____.

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Créancier (personne physique)

Créancier (personne morale)

Témoïn

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 38

Rapport du syndic sur le refus des créanciers d'accepter une proposition (alinéa 57b) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, syndic agissant relativement à la proposition de _____, fais rapport au séquestre officiel de ce qui suit:

1. _____ a déposé une proposition auprès de moi le _____.

2. À l'assemblée des créanciers tenue le _____ et présidée par _____, les créanciers ont refusé d'accepter la proposition.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 39

Certificat de cession
(alinéa 57b) de la Loi)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date de faillite :
Ouverture de la faillite :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

Personne désignée :

CERTIFICAT DE CESSION - Article 57

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- une proposition à l'égard du débiteur susmentionné a été déposée en vertu de l'article 62 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- lors de l'assemblée convoquée pour étudier la proposition, les créanciers ont refusé d'accepter la proposition, le débiteur est donc réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu immédiatement après l'assemblée tenue pour l'examen de la proposition, ou à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra plus tard demander le séquestre officiel.

Date:

Séquestre officiel

FORMULAIRE 40

Rapport du syndic concernant la proposition
(paragraphe 59(1) et alinéa 58d) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je _____, de _____, syndic agissant relativement à la proposition de _____, fais rapport au tribunal de ce qui suit :

(Le paragraphe 1 n'est utilisé que dans le cas d'une proposition faite par un failli. Dans tous les autres cas, allez directement au paragraphe 2.)

1. Le _____, le débiteur a fait une cession (*ou* une ordonnance de faillite a été rendue à l'égard du débiteur le _____) et j'ai été nommé syndic de l'actif du débiteur (*ou, si le syndic a été substitué, j'ai été nommé syndic en remplacement de _____ par les créanciers*) le _____.

2. Le _____, une proposition a été déposée auprès de moi, dont une copie est annexée et désignée Pièce A, et j'ai déposé une copie de la proposition auprès du séquestre officiel le _____.

3. Le _____, j'ai donné avis au débiteur, au Bureau de division et à chaque créancier connu visé par la proposition, dont les noms et adresses figurent à la Pièce B ci-annexée, de la convocation d'une assemblée des créanciers devant avoir lieu le _____ aux fins de délibérer sur la proposition.

4. Cet avis était accompagné d'un état succinct des avoirs et des obligations du débiteur, d'une liste énumérant les créanciers visés par la proposition dont la valeur des réclamations s'élève à 250 \$ ou plus et indiquant les montants des réclamations, d'une copie de la proposition, des formulaires de preuve de réclamation et de procuration en blanc et d'un formulaire de votation. Des copies de l'avis, de l'état succinct et de la liste des créanciers sont annexées et désignées respectivement Pièces C1, C2 et C3.

5. Avant l'assemblée des créanciers, j'ai fait une enquête minutieuse et détaillée sur les obligations du débiteur, ses avoirs et leur valeur, la conduite du débiteur et les causes de son insolvabilité.

6. L'assemblée des créanciers a été tenue le _____ et était présidée par _____.

7. La proposition a été acceptée par la majorité requise des créanciers (*ou* la proposition a été modifiée par _____ à l'assemblée et a été acceptée telle que modifiée, par la majorité requise des créanciers).

8. Une copie du procès-verbal de l'assemblée est annexée et désignée Pièce D.

FORMULAIRE 40 -- *Fin*

9. Je suis d'avis que :

a) les avoirs du débiteur et leur juste valeur de réalisation sont comme suit :

(Donnez le détail des avoirs en indiquant la valeur selon les registres du débiteur et la valeur de réalisation dans chaque cas selon l'estimation du syndic.)

b) les obligations du débiteur sont les suivantes :

(Donnez le détail des obligations, indiquez si les réclamations sont garanties, privilégiées ou non garanties et signalez tout écart entre les obligations déclarées par le débiteur et celles subséquemment prouvées et admises par le syndic.)

10. En outre, je suis d'avis que :

a) les causes de l'insolvabilité du débiteur sont les suivantes :

(Exposez en détail les causes de l'insolvabilité du débiteur selon que vous avez pu les établir après une enquête minutieuse.)

b) la conduite du débiteur est répréhensible en ce qui concerne :

(Donnez les raisons justifiant votre avis en tenant compte de la conduite du débiteur tant avant qu'après le dépôt de la proposition.)

c) les faits suivants, mentionnés à l'article 173 de la Loi, sont susceptibles d'être prouvés contre le débiteur :

(Indiquez les faits pertinents mentionnés à l'article 173 de la Loi.)

11. Je suis également d'avis que la proposition du débiteur est à l'avantage des créanciers (*ou n'est pas à l'avantage des créanciers pour les raisons suivantes*) :

(Exposez en détail les raisons justifiant votre avis.)

12. J'ai expédié ce jour même au séquestre officiel une copie du présent rapport.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 40.1

Avis d'audition de la demande d'approbation par
le tribunal d'une proposition
(alinéa 58b) de la Loi)

La Cour _____ de _____ (province) en matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de _____, débiteur.

Avis est donné qu'une demande sera faite au tribunal, à _____, le _____, à _____ heures, en vue de faire approuver la proposition de _____ qui a été acceptée par les créanciers lors d'une assemblée tenue le _____.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 41

Rapport du syndic sur le refus du tribunal d'approuver une proposition
(alinéa 61(2)b) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, syndic agissant relativement à la proposition de _____, fais rapport au séquestre officiel de ce qui suit :

1. Le _____, j'ai demandé à la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite d'approuver la proposition de _____, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le _____, conformément au paragraphe 62(1) de la Loi.

2. Ce tribunal a, par une ordonnance rendue le _____, refusé d'approuver la proposition.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 42

Certificat de cession
(alinéa 61(2)b) de la Loi)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date de faillite :
Ouverture de la faillite :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

Personne désignée :

CERTIFICAT DE CESSION - Paragraphe 61(2)

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- une proposition à l'égard du débiteur susmentionné a été déposée en vertu de l'article 62 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- le tribunal a refusé, par ordonnance, d'approuver la proposition, et le débiteur est par conséquent réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra plus tard demander le séquestre officiel.

Date:

Séquestre officiel

FORMULAIRE 43

Avis du défaut d'exécution d'une proposition
(article 62.1 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Il y a défaut d'exécution de l'une des dispositions de la proposition de _____, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le _____.

2. Les inspecteurs (*ou à défaut d'inspecteurs*, les créanciers) ne font pas abstraction du défaut et la personne insolvable a omis de remédier au défaut dans les 30 jours suivant le premier jour du défaut.

3. Le syndic soussigné, agissant relativement à la proposition, a l'intention de demander sa libération sans annuler la proposition.

4. Les créanciers peuvent entamer des procédures pour faire annuler la proposition et mettre _____ en faillite, à leurs frais.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 43.1

Rapport du syndic concernant l'annulation de la proposition (paragraphe 63(6) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, syndic de la proposition de _____, débiteur, fais rapport au séquestre officiel de ce qui suit :

1. La Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite, par son ordonnance du _____, a annulé la proposition faite par _____, le _____.

2. Le tribunal a annulé la proposition à la demande de _____, syndic à la proposition (*ou créancier du débiteur*).

3. La proposition a été annulée pour les motifs suivants :

(Cochez les motifs qui s'appliquent.)

- Le débiteur était en défaut d'exécution d'une disposition que renferme la proposition.
- La proposition ne pouvait être maintenue sans injustice ni retard indu.
- L'approbation du tribunal a été obtenue par fraude.
- Le débiteur a été déclaré coupable d'une infraction à la Loi, (*Spécifiez*) _____

4. Suite à l'annulation de la proposition, le débiteur est réputé avoir fait cession en application du paragraphe 63(4) de la Loi.

5. Il a été ordonné que les biens soient dévolus à _____ syndic.

(Dans le cas d'une proposition faite par un failli, le paragraphe précédant doit être remplacé par ce qui suit:)

5. Il a été ordonné que les biens dévolus au failli par l'ordonnance approuvant la proposition soient dévolus à nouveau à _____, syndic.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 43.2

Ordonnance annulant une proposition
(paragraphes 63(1) et 63(6) de la Loi)

La Cour _____ de _____ (province) en matière de faillite.

Dans l'affaire de la proposition de _____, personne insolvable.

À la demande de _____, syndic agissant relativement à la proposition de (*ou* _____, créancier de) _____, après avoir lu la demande du syndic (*ou* du créancier), après avoir entendu _____; et comme il appert que

(Cochez ce qui s'applique.)

- _____ n'a pas exécuté l'une des dispositions de la proposition.
- que la proposition ne peut être maintenue sans injustice ni retard indu.
- que l'approbation de la proposition par le tribunal a été obtenue par fraude.
- que _____ a été déclaré(e) coupable de l'infraction suivante à la Loi : _____.

Il est ordonné que la proposition approuvée par l'ordonnance rendue le _____ soit annulée.

Il est ordonné que la personne insolvable, en conformité avec le paragraphe 63(4) de la Loi, soit réputée, dès cette annulation, avoir fait cession de ses biens et que ceux-ci soient attribués à _____, syndic.

(Dans le cas d'une proposition faite par un failli, le paragraphe précédent est remplacé par le suivant.)

Il est ordonné que les biens dévolus au failli par l'ordonnance approuvant la proposition soient dévolus à nouveau à _____, syndic.

Daté le _____, à _____.

Juge *ou* Registraire

FORMULAIRE 44

Certificat de cession
(paragraphe 63(6) de la Loi)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date de faillite :
Ouverture de la faillite :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

Personne désignée :

CERTIFICAT DE CESSION - Article 63

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- une proposition à l'égard du débiteur susmentionné a été déposée en vertu de l'article 62 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- ladite proposition, bien qu'elle ait été acceptée et approuvée, a été annulée par le tribunal et le débiteur est par conséquent réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra plus tard demander le séquestre officiel.

Date:

Séquestre officiel

FORMULAIRE 45

Préavis de résiliation d'un bail commercial
(Règle 95)

Destinataire : _____, locateur

Avis est donné que :

1. Une proposition (*ou* un avis d'intention de faire une proposition) relative au locataire commercial soussigné a été déposée le _____, conformément au paragraphe 62(1) (*ou* 50.4(1)) de la Loi.

2. Conformément au paragraphe 65.2(1) de la Loi, le locataire commercial soussigné vous donne, en votre qualité de locateur, un préavis de 30 jours de sa résiliation du bail signé le _____, aux termes duquel il a pris possession du bien situé au :

_____.

3. La résiliation du bail prendra effet le _____.

4. Vous pouvez demander au tribunal, dans les 15 jours suivant ce préavis, de déclarer le paragraphe 65.2(1) de la Loi inapplicable au bail susmentionné.

5. Si vous faites une telle demande, le tribunal, sur avis donné aux parties qu'il indiquera, rendra l'ordonnance souhaitée, sauf si le locataire commercial le convainc que sans la résiliation du bail et de tout autre bail résilié en application du paragraphe 65.2(1), le locataire commercial ne serait pas en mesure de faire une proposition viable.

Daté le _____, à _____.

Locataire commercial

FORMULAIRE 46

Certificat d'exécution intégrale d'une proposition
(article 65.3 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, syndic agissant relativement à la proposition de _____, certifie que la proposition, telle qu'elle a été déposée auprès du séquestre officiel le _____ (et modifiée le _____) a été complètement exécutée à compter du _____.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 47

Proposition de consommateur
(alinéa 66.13(2)c) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, débiteur consommateur, fais la proposition de consommateur suivante en vertu de la Loi :

1. Que le paiement des réclamations des créanciers garantis soit fait de la façon suivante :

(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des réclamations des créanciers garantis.)

2. Que le paiement de toutes les réclamations qui, aux termes de la Loi, doivent être payées en priorité sur les autres réclamations dans la distribution de mes biens, soit fait de la façon suivante :

(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des réclamations des créanciers privilégiés.)

3. Que le paiement des honoraires et dépenses de l'administrateur de la proposition de consommateur, et de ceux de toute personne se rapportant aux consultations données par celle-ci en vertu de la Loi soit fait de la manière suivante :

(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des honoraires et dépenses mentionnés.)

4. Que les paiements suivants soient faits à _____, administrateur de la proposition de consommateur, au profit des créanciers non garantis :

(Donnez la liste des paiements et le montant total à payer à l'égard des réclamations des créanciers non garantis.)

5. Que l'administrateur de la proposition de consommateur distribue aux créanciers non garantis les sommes reçues, conformément aux modalités suivantes:

(Décrivez les modalités de distribution des dividendes.)

6. Que les dispositions supplémentaires suivantes soient incluses dans la présente proposition :

(Énumérez les dispositions additionnelles proposées.)

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Débiteur consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 48

Rapport de l'administrateur concernant la proposition de consommateur (article 66.14 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, fais rapport au séquestre officiel de ce qui suit :

1. Le débiteur consommateur susnommé a fait une proposition de consommateur le _____, et j'ai déposé une copie de la proposition auprès du séquestre officiel le _____.

2. J'ai enquêté, ou fait enquêter, sur les biens et les affaires du débiteur consommateur de manière à être en mesure d'estimer, avec un degré suffisant d'exactitude, sa situation financière et la cause de son insolvabilité.

3. Sont annexés au présent rapport un état succinct des avoirs, obligations, revenus et dépenses du débiteur consommateur et une liste des créanciers dont la valeur des réclamations excède 250 \$.

4. Je suis d'avis que les causes de l'insolvabilité du débiteur consommateur sont les suivantes :

(Donnez en détail les causes de l'insolvabilité du débiteur consommateur.)

5. Je suis d'avis, pour les raisons suivantes, que la proposition de consommateur est juste et raisonnable tant pour le débiteur consommateur que pour les créanciers, et que le débiteur consommateur pourra la mettre en oeuvre (ou selon le cas ne pourra pas la mettre en oeuvre) :

(Donnez les raisons justifiant votre avis.)

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 49

Avis aux créanciers de la
proposition de consommateur
(alinéa 66.14b) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. _____, débiteur consommateur, a fait une proposition de consommateur en vertu de l'article 66.13 de la Loi le _____, et une copie de la proposition a été déposée auprès du séquestre officiel par _____, administrateur de la proposition de consommateur, le _____.

2. Sont annexés au présent avis les documents suivants :

- a) une copie de la proposition de consommateur;
- b) une copie du rapport de l'administrateur concernant la proposition de consommateur qui a été déposée auprès du séquestre officiel le _____; et
- c) un formulaire de preuve de réclamation.

3. En ma qualité d'administrateur, je ne suis tenu de convoquer une assemblée des créanciers que dans la mesure où, selon le cas, en vertu de l'article 66.15 de la Loi :

- a) dans les 45 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur, le séquestre officiel m'enjoint de convoquer une telle assemblée; ou
- b) des créanciers représentant en valeur au moins 25 pour cent des réclamations prouvées en font la demande avant l'expiration des 45 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur.

4. Tout créancier qui a prouvé une réclamation et qui m'indique sa désapprobation de la proposition de consommateur dans les 45 jours suivant le dépôt de la proposition sera réputé avoir demandé une assemblée des créanciers.

5. Si, dans les 45 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur, je ne suis pas tenu de convoquer une assemblée des créanciers, la proposition de consommateur sera réputée, en vertu du paragraphe 66.18(1) de la Loi, avoir été acceptée par les créanciers.

6. En cas d'acceptation effective ou présumée de la proposition de consommateur par les créanciers, une demande de révision judiciaire de la proposition sera demandée seulement si en vertu de l'article 66.22 de la Loi, le séquestre officiel ou toute autre partie intéressée le demande dans les 15 jours suivant l'acceptation - effective ou présumée - de la proposition de consommateur.

FORMULAIRE 49 -- *Fin*

7. Si, pendant le délai de 15 jours mentionné au paragraphe 6, aucune demande de révision de la proposition de consommateur par le tribunal n'a été faite, la proposition de consommateur sera réputée avoir été approuvée par le tribunal.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 50

Avis de l'assemblée des créanciers relative à une proposition de consommateur (paragraphe 66.15(3) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Une assemblée des créanciers a été convoquée pour examiner la proposition de consommateur faite par _____, débiteur consommateur, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le _____.

2. L'assemblée des créanciers sera tenue à _____, le _____, à _____ heures.

3. Les créanciers peuvent par résolution ordinaire -- étant tous, aux fins du vote, regroupés au sein de la même catégorie -- accepter ou rejeter, sous réserve des droits des créanciers garantis, la proposition de consommateur telle qu'elle a été déposée ou sera modifiée à l'assemblée.

4. Sont annexées au présent avis un formulaire de votation et un formulaire de procuration.

5. Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, le créancier doit prouver sa réclamation avant le moment fixé pour l'assemblée.

6. Tout créancier qui a prouvé une réclamation peut m'indiquer s'il approuve ou désapprouve la proposition de consommateur pendant ou avant l'assemblée des créanciers, et toute approbation ou désapprobation que je reçois, pendant ou avant, l'assemblée aura le même effet que si le créancier était présent et avait voté à l'assemblée.

7. Si le quorum n'est pas atteint à l'assemblée des créanciers, la proposition de consommateur sera réputée avoir été acceptée par ceux-ci.

8. S'il y a acceptation -- effective ou présumée -- de la proposition de consommateur par les créanciers et si je ne reçois pas du séquestre officiel ou d'une autre partie intéressée, dans les 15 jours suivant l'acceptation, une demande de révision judiciaire de la proposition, celle-ci sera réputée avoir été approuvée par le tribunal.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 51

Rapport de l'administrateur concernant la proposition de consommateur et la conduite du débiteur consommateur (alinéa 66.23c) de la Loi

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, fais rapport au tribunal de ce qui suit :

1. Le débiteur consommateur a fait une proposition de consommateur le _____, dont une copie est annexée aux présentes, et j'ai déposé une copie de la proposition de consommateur auprès du séquestre officiel le _____.

2. J'ai déposé auprès du séquestre officiel le _____ un rapport concernant la proposition de consommateur, dont une copie est annexée aux présentes.

3. J'ai transmis à tous les créanciers connus du débiteur consommateur une copie de la proposition de consommateur, une copie du rapport concernant la proposition de consommateur, un formulaire de preuve de réclamation, la liste des créanciers du débiteur consommateur dont la valeur des réclamations excède 250 \$ et la déclaration portant sur l'assemblée des créanciers visée au sous-alinéa 66.14b)(iv) de la Loi.

4. La proposition de consommateur est réputée avoir été acceptée par les créanciers du débiteur consommateur en vertu de l'article 66.18 de la Loi (*ou* les créanciers du débiteur consommateur ont accepté la proposition de consommateur lors d'une assemblée tenue le _____, et une copie du procès-verbal de cette assemblée est annexée).

5. Le séquestre officiel (*ou* _____, une partie intéressée) a demandé, dans les 15 jours suivant l'acceptation présumée (*ou* l'acceptation effective) par les créanciers de la proposition de consommateur, que je demande au tribunal de réviser la proposition de consommateur pour les motifs suivants :

(Énoncez les motifs donnés par le séquestre officiel ou toute autre partie intéressée à l'appui de la demande de révision.)

6. J'ai changé d'avis quant aux points suivants de la proposition de consommateur, dont il est fait état dans mon rapport :

(Spécifiez quels sont les changements et donnez les motifs à l'appui.)

FORMULAIRE 51 -- *Fin*

7. Je suis d'avis que la conduite du débiteur consommateur est (*ou n'est pas*) répréhensible en ce qui concerne :

(Donnez les motifs justifiant votre opinion, en tenant compte de la conduite du débiteur consommateur tant avant qu'après le dépôt de la proposition de consommateur.)

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 51.1

Avis de l'audition d'une demande de révision judiciaire d'une proposition de consommateur
(alinéa 66.23a) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné qu'une demande sera faite au tribunal, à _____, le _____,
à _____ heures, en vue de la révision de la proposition de consommateur de _____, débiteur
consommateur, qui a été acceptée par les créanciers de celui-ci lors d'une assemblée tenue le _____ (ou
qui est réputée avoir été acceptée par les créanciers de celui-ci en vertu de l'article 66.18 de la Loi).

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 52

Avis de l'état de la proposition de consommateur
(article 66.27 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, faite le _____, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le _____ :

(Cochez ce qui s'applique.)

- a été rejetée par les créanciers du débiteur consommateur.
- a été rejetée par la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite.
- a été retirée par le débiteur consommateur.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 53

Avis aux créanciers et rapport au séquestre officiel concernant l'annulation de la proposition de consommateur d'un débiteur consommateur qui n'est pas un failli (paragraphe 66.3(4) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite, par son ordonnance du _____, a annulé la proposition de consommateur faite par _____, débiteur consommateur, le _____.

Le tribunal a annulé la proposition de consommateur à la demande de _____, administrateur de la proposition (*ou* créancier du débiteur consommateur).

La proposition de consommateur a été annulée pour les motifs suivants :

(Cochez les motifs qui s'appliquent.)

- Le débiteur consommateur est en défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition de consommateur.
- Le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à le faire.
- La proposition de consommateur ne pouvait être maintenue sans injustice ni retard indu.
- L'approbation du tribunal a été obtenue par fraude.
- Le débiteur consommateur a été déclaré coupable d'une infraction à la Loi après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur.

Par suite de l'annulation de la proposition de consommateur :

(a) le débiteur consommateur n'est pas habilité à faire une autre proposition de consommateur avant que toutes les réclamations pour lesquelles des preuves de réclamations ont été produites et acceptées, aient été payées intégralement ou aient été éteintes en application du paragraphe 178(2) de la Loi; et

(b) les droits des créanciers renaissent jusqu'à concurrence du montant de leurs réclamations, déduction faite toutefois des dividendes reçus.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 53.1

Ordonnance annulant la proposition de consommateur
d'un débiteur consommateur qui n'est pas un failli
(article 66.3 (1) de la Loi)

La Cour _____ de _____ (province) en matière de faillite.

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur.

À la demande de _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur (ou créancier de _____, débiteur consommateur), après avoir lu la demande de l'administrateur (ou du créancier), après avoir entendu _____, et comme il apparaît que le débiteur consommateur qui n'est pas un failli :

(Cochez ce qui s'applique.)

- a fait défaut d'exécuter l'une des dispositions de la proposition de consommateur.
- n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à la faire.
- a, après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur, été déclaré coupable de l'infraction suivante à la Loi: _____.
- ne pouvait sans injustice ni retard indu maintenir la proposition de consommateur.
- a obtenu par fraude l'approbation du tribunal.

Il est ordonné que la proposition de consommateur, datée du _____, soit par la présente annulée.

Daté le _____, à _____.

Juge ou Registraire

FORMULAIRE 54

Rapport au séquestre officiel
concernant l'annulation de la proposition de consommateur
d'un débiteur consommateur qui est un failli
(alinéa 66.3(5)c) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, de _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, fais rapport que la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite, par son ordonnance du _____, a annulé la proposition de consommateur faite par _____, débiteur consommateur qui est un failli, le _____.

Le tribunal a annulé la proposition de consommateur à la demande de _____, administrateur de la proposition (*ou* créancier du débiteur consommateur).

La proposition de consommateur a été annulée pour les motifs suivants :

(Cochez les motifs qui s'appliquent.)

- Le débiteur consommateur est en défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition de consommateur.
- Le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à le faire.
- La proposition de consommateur ne pouvait être maintenue sans injustice ni retard indu.
- L'approbation du tribunal a été obtenue par fraude.
- Le débiteur consommateur a été déclaré coupable d'une infraction à la Loi après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur.

Suite à l'annulation de la proposition de consommateur le débiteur consommateur est réputé avoir fait une cession en application de l'alinéa 66.3(5)a) de la Loi.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 54.1

Ordonnance annulant la proposition de consommateur
d'un débiteur consommateur qui est un failli
(paragraphe 66.3(5) de la Loi)

La Cour _____ de _____ (province) en matière de faillite.

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur qui est un failli.

À la demande de _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur (*ou* créancier de _____, débiteur consommateur), après avoir lu la demande de l'administrateur (*ou* du créancier), après avoir entendu _____, et comme il apparaît que le débiteur consommateur qui est un failli :

(Cochez ce qui s'applique.)

- a fait défaut d'exécuter l'une des dispositions de la proposition de consommateur.
- n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à la faire .
- après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur, a été déclaré coupable de l'infraction suivante à la Loi: _____ .
- ne pouvait sans injustice ni retard indu maintenir la proposition de consommateur .
- a obtenu par fraude l'approbation du tribunal .

Il est ordonné que la proposition de consommateur, datée du _____, soit, par la présente, annulée et que le débiteur consommateur soit réputé avoir fait une cession à ce jour.

Daté le _____, à _____.

Juge *ou* Registraire

FORMULAIRE 55

Certificat de cession
(alinéa 66.3(5)(c) de la Loi)

District de
N° division
N° cour
N° dossier

Dans l'affaire de la faillite de :

Débiteur

Syndic

Administration _____

Date de faillite :
Ouverture de la faillite :
Assemblée des créanciers :
Président :

Garantie :

CERTIFICAT DE CESSION - Alinéa 66.3(5)c)

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- le débiteur susmentionné qui était un failli, a par la suite déposé une proposition de consommateur en vertu de l'article 66 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- ladite proposition, bien qu'elle ait été acceptée et approuvée ou réputée acceptée et réputée approuvée, a été annulée par le tribunal et le débiteur est par conséquent réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir, sans délai, une garantie pour la somme susmentionnée;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra plus tard demander le séquestre officiel.

Date:

Séquestre officiel

FORMULAIRE 56

Avis aux créanciers et rapport au séquestre officiel
concernant l'annulation présumée
de la proposition de consommateur
(paragraphe 66.31(1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. La proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, faite le _____, est en défaut de paiement depuis au moins trois mois :

(Donnez des précisions sur le défaut de paiement.)

2. Vu que la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite n'en a pas ordonné autrement et qu'aucune modification de la proposition de consommateur n'a été déposée antérieurement, la proposition de consommateur est réputée être annulée en vertu du paragraphe 66.31(1) de la Loi à compter du _____.

3. Par suite de l'annulation présumée de la proposition de consommateur:

a) le débiteur consommateur n'est pas habilité à faire une autre proposition de consommateur avant que les réclamations pour lesquelles des preuves de réclamation ont été produites aient été payées intégralement ou aient été éteintes en application du paragraphe 178(2) de la Loi, et

b) les droits des créanciers du débiteur consommateur renaissent jusqu'à concurrence du montant de leurs réclamations, déduction faite toutefois des dividendes reçus.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 57

Certificat d'exécution intégrale
d'une proposition de consommateur
(article 66.38 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____, administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur, certifie que le débiteur consommateur, le _____, a exécuté intégralement les dispositions de sa proposition de consommateur, telle qu'elle a été déposée auprès du séquestre officiel le _____ (*et le cas échéant*, et modifiée le _____).

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

FORMULAIRE 58

Avis de taxation des comptes et de la libération de l'administrateur (Règle 100)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, _____, administrateur de la proposition de consommateur faite par _____, débiteur consommateur, et déposée auprès du séquestre officiel le _____, ai demandé la taxation de mes comptes et ma libération.

2. Le surintendant des faillites m'a remis une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que mes comptes soient taxés par le registraire.

3. Sont annexés au présent avis :

a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;

b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers désignés dans la proposition de consommateur;

c) le dividende définitif qui vous revient ou la confirmation du paiement électronique du dividende qui vous revient, le cas échéant.

4. Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en prenant les mesures suivantes, dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent avis:

a) il me signifie ou m'envoie, par courrier recommandé ou par service de messagerie un avis d'opposition;

b) il dépose auprès du registraire une copie de l'avis d'opposition accompagné d'un paiement représentant les frais applicables selon le tarif, et;

c) il envoie une copie de l'avis d'opposition au bureau de division.

Si je reçois un avis d'opposition, je demanderai au registraire de fixer une date pour l'audition de l'opposition et j'enverrai à tout créancier qui s'est opposé un avis d'audition.

FORMULAIRE 58 – *Fin*

5. Si je ne reçois aucun avis d'opposition à la taxation de mes comptes et à ma libération dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent avis, je prendrai les mesures suivantes dans les trois mois suivant la date d'envoi du présent avis:

- a) j'enverrai si je ne l'ai pas déjà fait, à chaque créancier désigné dans la proposition de consommateur son dividende définitif ou la confirmation du paiement électronique du dividende;
- b) fermer le compte en banque ayant servi à l'administration de la proposition de consommateur, s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, je m'assurerai que tous les fonds régis par cette proposition ont été retirés du compte consolidé,
- c) remettre au surintendant des faillites les dividendes non déclarés et les fonds non distribués, et
- d) envoyer au bureau de division un certificat de conformité et de libération présumée.

6. Je serai réputé libéré dès que je me serai conformé aux exigences du paragraphe 5.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 59

Avis de l'audition de la taxation
des comptes et de la libération de l'administrateur
(Règle 102(1)a))

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que le registraire de la Cour _____ de _____ (*province*) en matière de faillite tiendra à _____, le _____, à _____ heures, une audition de la taxation de mes comptes et de ma libération à titre d'administrateur de la proposition de consommateur de _____, débiteur consommateur.

Sont annexés au présent avis les documents suivants :

- a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours; et
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers désignés dans la proposition de consommateur.

Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en prenant les mesures suivantes :

- a) il me signifie ou m'envoie, par courrier recommandé ou par service de messagerie un avis d'opposition avant le début de l'audition;
- b) il dépose auprès du registraire une copie de l'avis d'opposition accompagné d'un paiement représentant les frais applicables selon le tarif, et;
- c) il envoie une copie de l'avis d'opposition au bureau de division.

Daté le _____, à _____.

Administrateur de la
proposition de consommateur

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 60

Demande de médiation par le syndic
(Paragraphe 68(6), 68(7) et 170.1(5) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____ syndic de l'actif de _____, failli, qui a fait une cession de biens (*ou* contre lequel une ordonnance de faillite a été rendue) le _____, par les présentes, demande au séquestre officiel de confier le dossier à un médiateur qui fixera les date, heure et lieu de la médiation.

La présente demande de médiation est produite pour les raisons suivantes :

(Cochez ce qui s'applique)

- Paragraphe 68(6) - Il y a défaut d'entente avec le failli sur le montant du revenu excédentaire à verser.
- Paragraphe 68(7) - Il y a demande écrite de _____, créancier, _____ (*adresse du créancier*), de procéder à la médiation.
- Paragraphe 170.1(4) - Le failli n'est pas d'accord avec la recommandation de libération du syndic.
- Paragraphe 170.1(5) - Le syndic a fait une opposition à la libération du failli en vertu des alinéas 173(1)m ou n) de la Loi.
- Paragraphe 170.1(5) - _____, créancier, _____ (*adresse du créancier*), a fait une opposition à la libération du failli en vertu des alinéas 173(1)m ou n) de la Loi.

Est annexé à la présente demande un état des revenus et dépenses du failli (formulaire 65).

(Indiquer les noms, adresses et numéro de téléphone de toutes les parties)

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 61

Avis de la médiation
(Règle 105(7))

(Intitulé Formulaire 1)

À : _____ Failli
À : _____ Syndic
À : _____ Créancier(s), le cas échéant.

Avis est donné que la médiation dans l'affaire de la faillite de _____, failli, sera tenue le _____ à _____ (ou le plus tôt possible) à l'endroit ci-après indiqué:
_____.

La médiation sera tenue pour les raisons suivantes:

(Cochez ce qui s'applique)

- Paragraphe 68(6) - Il y a défaut d'entente avec le failli sur le montant du revenu excédentaire à verser.
- Paragraphe 68(7) - Il y a une demande écrite de _____, créancier, _____ (*adresse du créancier*), de procéder à la médiation.
- Paragraphe 170.1(4) - Le failli n'est pas d'accord avec la recommandation de libération du syndic.
- Paragraphe 170.1(5) - Le syndic a fait une opposition à la libération du failli en vertu des alinéas 173(1)m) ou n) de la Loi.
- Paragraphe 170.1(5) - _____, le créancier, _____ (*adresse du créancier*), a fait une opposition à la libération du failli en vertu des alinéas 173(1)m) ou n) de la Loi.

Veillez noter que la médiation ne peut être reportée que pour des motifs exceptionnels et qu'un ajournement au sens des Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité ne peut survenir qu'une seule fois. Par conséquent, aussitôt que survient une seconde demande d'ajournement ou une situation qui donnerait lieu à un second ajournement, le médiateur doit annuler la médiation, et ce, peu importe le motif d'ajournement.

Daté le _____, à _____.

Médiateur

FORMULAIRE 62

Avis de l'annulation de la médiation
(Règle 105(16))

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que la médiation dans l'affaire de la faillite de _____ failli, a été annulée pour les raisons suivantes :

(Cochez ce qui s'applique)

- Une opposition à la libération du failli, pour l'un des motifs visés aux alinéas 173(1)a) à l) ou o) de la Loi, est pendante.
- J'ai des motifs raisonnables de croire qu'il y a abus de la procédure de report par l'une des parties. *(Indiquer: failli, syndic ou créancier, le cas échéant).*
- Un deuxième ajournement a été demandé ou des circonstances provoquant un second ajournement sont survenues.
- J'ai des motifs raisonnables de croire qu'une des parties, autre que le syndic dans le cas d'une médiation demandée en vertu du paragraphe 170.1(5) de la Loi, ne peut plus poursuivre la médiation. *(Indiquez: failli ou créancier, le cas échéant)*
- J'ai des motifs raisonnables de croire que l'absence de tous les créanciers informés de la médiation constitue une manoeuvre dilatoire ou vise à discréditer le processus.
- J'ai des motifs raisonnables de croire que l'absence d'une partie informée de la médiation, autre que le syndic dans le cas d'une médiation demandée par un créancier en vertu du paragraphe 170.1(5) de la Loi, constitue une manoeuvre dilatoire ou vise à discréditer le processus. *(Indiquez: failli ou créancier, le cas échéant)*
- J'ai des motifs raisonnables de croire que l'absence d'une partie informée de la médiation, autre qu'un créancier, constitue une manoeuvre dilatoire ou vise à discréditer le processus. *(Indiquez: failli ou syndic, le cas échéant)*

Daté le _____, à _____.

Médiateur

FORMULAIRE 63

Entente résultant de la médiation
(Règle 105(18))

(Intitulé Formulaire 1)

Les parties reconnaissent qu'elles ont conclu une entente dans le cadre de la médiation tenue le _____.

Les modalités convenues sont les suivantes :

Daté le _____, à _____.

Failli

Conseiller juridique du failli
(le cas échéant)

Syndic

Conseiller juridique du syndic
(le cas échéant)

Créancier
(le cas échéant)

Conseiller juridique du créancier
(le cas échéant)

FORMULAIRE 64

Avis de l'échec de la médiation
(Règle 105(20))

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que dans l'affaire de la médiation de _____, failli, qui a été tenue le _____, il y a eu échec de la médiation parce que les parties ne sont pas parvenues à une entente.

Daté le _____, à _____.

Médiateur

FORMULAIRE 65

État mensuel des revenus et dépenses du failli et de l'unité familiale et
 Information (ou Information modifiée) concernant
 la situation financière d'un failli
 (article 68 et paragraphe 102(3) de la Loi et Règle 105(4))

(Intitulé Formulaire 1)

Les renseignements concernant l'état mensuel des revenus et dépenses du failli et de l'unité familiale, la situation financière du failli et l'obligation du failli de faire les versements à l'actif de la faillite en vertu de l'article 68 de la Loi sont les suivants :

| REVENU MENSUEL | Failli | Autres membres de l'unité familiale | Total |
|--|---------------------|--|-----------------------|
| Revenus d'emploi nets | _____ | | |
| Pension et rentes nettes | _____ | | |
| Pension alimentaire nette pour les enfants | _____ | | |
| Pension alimentaire nette pour le conjoint | _____ | | |
| Prestations d'assurance-emploi nettes | _____ | | |
| Prestations d'assistance sociale nettes | _____ | | |
| Revenu d'un travail indépendant | _____ | | |
| Brut _____ Net | _____ | | |
| Autres revenus nets | _____ | | |
| (Veuillez préciser _____) | | | |
| TOTAL DU REVENU MENSUEL | _____ \$ (1) | _____ \$ (2)** | |
| TOTAL DU REVENU MENSUEL DE L'UNITÉ FAMILIALE ((1) + (2)) | | | ➤ _____ \$ (3) |
| DÉPENSES MENSUELLES NON DISCRÉTIONNAIRES | | | |
| Pension alimentaire pour les enfants | _____ | | |
| Pension alimentaire pour le conjoint | _____ | | |
| Frais de garde d'enfants | _____ | | |
| Dépenses relatives à une condition médicale | _____ | | |
| Amendes et pénalités imposées par le tribunal . . . | _____ | | |
| Dépenses relatives à une condition d'emploi | _____ | | |
| Dettes sujettes à une levée des procédures | _____ | | |
| Autres dépenses : | _____ | | |
| (Veuillez préciser _____) | | | |
| TOTAL DES DÉPENSES MENSUELLES NON DISCRÉTIONNAIRES | _____ \$ (4) | _____ \$ (5) | |
| TOTAL DES DÉPENSES MENSUELLES NON DISCRÉTIONNAIRES DE L'UNITÉ FAMILIALE ((4) + (5)) | | | ➤ _____ \$ (6) |
| REVENU MENSUEL DISPONIBLE DU FAILLI ((1) - (4)) | _____ \$ (7) | | |
| REVENU MENSUEL DISPONIBLE DE L'UNITÉ FAMILIALE ((3) - (6)) | | | ➤ _____ \$ (8) |
| POURCENTAGE DU REVENU MENSUEL DISPONIBLE DE L'UNITÉ FAMILIALE ATTRIBUABLE AU FAILLI ((7) / (8) X 100) | | | ➤ _____ % (9) |

**Lorsque'un ou plusieurs membres de l'unité familiale refusent de révéler cette information, veuillez fournir les détails tel que requis par l'article 10 de l'Instruction 11R.

FORMULAIRE 65 – Fin

DÉPENSES MENSUELLES DISCRÉTIONNAIRES (Unité familiale) :

| | |
|--|--|
| Dépenses relatives au logement | Dépenses de frais de subsistance |
| Loyer/Hypothèque | Nourriture/Épicerie |
| Taxes foncières/Frais de copropriété ... | Buanderie/Nettoyage à sec |
| Chauffage/Gaz/Huile | Soins personnels |
| Téléphone | Vêtements |
| Câble | Autre |
| Électricité | Dépenses de transport |
| Eau | Location/Paiements pour automobile .. |
| Ameublement | Entretien/Réparation/Essence |
| Autre | Transport en commun |
| Dépenses personnelles | Autre |
| Tabac | Dépenses d'assurance |
| Alcool | Véhicule |
| Repas/Restaurants | Maison |
| Divertissements/Sports | Ameublement/Autres biens |
| Cadeaux/Dons de charité | Vie |
| Allocations | Autre |
| Autre | Paiements |
| Dépenses médicales non remboursables | Effectués à l'actif |
| Prescriptions | Effectués à un créancier garanti |
| Soins dentaires | (Autres que l'hypothèque et le véhicule) |
| Autre | Autre |
| TOTAL DES DÉPENSES MENSUELLES DISCRÉTIONNAIRES (UNITÉ FAMILIALE) | - _____ \$ (10) |
| SURPLUS (DÉFICIT) MENSUEL (UNITÉ FAMILIALE) ((8) - (10)) | = _____ \$ (11) |

Information (ou Information modifiée) concernant la situation financière d'un failli

Paiements à l'actif suivant une entente

Nombre de personnes dans l'unité familiale incluant le failli : _____

Montant total que le failli a convenu de verser chaque mois (12)

Montant que le failli a convenu de verser chaque mois pour racheter des éléments d'actif
(veuillez préciser : _____) (13)

Montant résiduel versé à l'actif (12) - (13) (14)

Paiements requis suivant l'Instruction sur le revenu excédentaire

Montant mensuel requis par l'Instruction sur le revenu excédentaire basé sur le pourcentage
établi à la ligne (9) (15)

Différence entre les montants aux lignes (14) et (15) (16)

Autres commentaires pertinents (Si le montant à la ligne (14) est moindre que le montant à la ligne (15),
expliquez pourquoi les paiements requis ne sont pas faits : _____)

Modification ou changement important (Si l'information concerne un changement important
ou une modification, veuillez préciser : _____)

Daté le _____, à _____.

Syndic

Failli

Remarques :

Dans le cas d'une cession conjointe, un seul formulaire est requis et les revenus et dépenses non discrétionnaires mensuels des débiteurs doivent être détaillés.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 66

Avis au failli d'une assemblée des créanciers
(paragraphe 102(1) ou alinéa 155d.1) de la Loi)

À : _____, failli

Avis est donné qu'une assemblée de vos créanciers sera tenue le _____, à _____ heures, au _____, et que vous êtes requis d'assister à cette assemblée et de fournir les renseignements qui peuvent être requis.

De plus, avis vous est donné que si, sans motif raisonnable, vous manquez de vous conformer aux exigences du présent avis, vous êtes coupable d'une infraction sous le régime de la Loi et passible d'un emprisonnement maximal de 3 ans.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 67

Avis de la faillite et de la première assemblée des créanciers (paragraphe 102(1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné de ce qui suit :

1. _____ (*nom du failli*) a déposé une cession (*ou* est réputé avoir déposé une cession *ou* une ordonnance de faillite a été rendue à l'égard de _____ (*nom du failli*)) le _____ (*date*), et le soussigné, _____ (*nom du syndic*), a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel (*ou* par le tribunal), sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. La première assemblée des créanciers du failli sera tenue le _____ (*date*), à _____ (*heure*), au bureau de _____ (*bureau où se tiendra l'assemblée*), au _____ (*adresse du lieu de l'assemblée*).

3. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

4. Sont annexés au présent avis un formulaire de preuve de réclamation et un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 dollars ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.

5. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

(Inclure le paragraphe suivant dans le cas d'un failli particulier)

6. Sont aussi annexés, conformément à l'alinéa 102(3)a) de la Loi, les renseignements sur la situation financière du failli et sur l'obligation de celui-ci de faire des versements à l'actif aux termes de l'article 68 de la Loi.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 68

Préavis de la libération automatique du failli
(première faillite)
(alinéa 168.1(1)a.1) de la Loi

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné de ce qui suit :

1. _____ (*nom du failli*) a déposé une cession (*ou* est réputé avoir déposé une cession *ou* une ordonnance de faillite a été rendue à l'égard de _____ (*nom du failli*)) le _____, et le soussigné, _____ (*nom du syndic*), a été nommé syndic.

2. En vertu de l'article 168.1 de la Loi, le failli qui est un particulier qui a fait faillite pour la première fois, sera automatiquement libéré le _____ (*Inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de neuf mois suivant la date de la faillite*), à moins que le surintendant des faillites, le syndic de l'actif du failli ou un créancier du failli ne donne, avant cette date, un préavis de son opposition à la libération du failli.

3. Tout créancier qui entend s'opposer à la libération du failli doit donner un préavis de son opposition, avec motifs à l'appui, au bureau de division du Bureau du surintendant des faillites situé au _____, au syndic de l'actif du failli et au failli, avant le _____ (*Inscrivez la date indiquée au paragraphe 2*).

4. Tout créancier qui s'oppose à la libération du failli doit payer des frais judiciaires.

5. En cas d'opposition à la libération du failli, le syndic demandera sans délai au tribunal une convocation pour une audition de l'opposition de la façon prévue par la Loi, sous réserve de la médiation prévue à l'article 170.1 de la Loi.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 69

Avis de la faillite et de demande de première assemblée des créanciers
et préavis de la libération automatique du failli
(première faillite)
(alinéas 155d.1), 155h) et 168.1(1)a.1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Administration sommaire

Avis est donné de ce qui suit :

1. _____ (*nom du failli*) a déposé une cession (*ou est réputé avoir déposé une cession*) le _____, et le soussigné _____ (*nom du syndic*), a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel (*ou par le tribunal*), sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou sous réserve de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. Conformément à l'alinéa 155d.1) de la Loi, une première assemblée de créanciers sera tenue seulement si le syndic en reçoit la demande, dans les 30 jours suivant la date de la faillite, du séquestre officiel ou des créanciers représentant en valeur au moins 25 pour cent des réclamations prouvées. Pour demander une telle assemblée, un créancier doit présenter au syndic avec une telle demande, une preuve de réclamation.

3. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

4. Sont annexés au présent avis un formulaire de preuve de réclamation et un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 dollars ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.

5. Sont aussi annexés, conformément à l'alinéa 102(3)a) de la Loi, les renseignements sur la situation financière du failli et sur l'obligation de celui-ci de faire des versements à l'actif aux termes de l'article 68 de la Loi.

6. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

7. En vertu de l'article 168.1 de la Loi, le failli, un particulier qui fait faillite pour la première fois, sera automatiquement libéré le _____ (*Inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de neuf mois suivant la date de la faillite*), à moins que le surintendant des faillites, le syndic de l'actif du failli ou un créancier du failli ne donne, avant cette date, un préavis de son opposition à la libération du failli.

8. Tout créancier qui entend s'opposer à la libération du failli doit soumettre par écrit les motifs de son opposition, au bureau de division, au syndic de l'actif du failli et au failli, avant le _____ (*Inscrivez la date indiquée au paragraphe 7.*).

FORMULAIRE 69 -- *Fin*

9. Tout créancier qui s'oppose à la libération du failli doit payer des frais judiciaires.

10. En cas d'opposition à la libération du failli, le syndic demandera sans délai au tribunal une convocation pour une audition de l'opposition de la façon prévue par la Loi sous réserve de la médiation prévue à l'article 170.1 au paragraphe 170.1(4) de la Loi.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 70

Avis de la faillite et de demande de première assemblée des créanciers
(alinéa 155d.1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Administration sommaire

Avis est donné de ce qui suit :

1. _____ (*nom du failli*) a déposé une cession (*ou est réputé avoir déposé une cession*) le _____, et le soussigné, _____ (*nom du syndic*), a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel (*ou par le tribunal*), sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou sous réserve de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. Conformément à l'alinéa 155d.1) de la Loi, une première assemblée de créanciers sera tenue seulement si le syndic en reçoit la demande, dans les 30 jours suivant la date de la faillite, du séquestre officiel ou des créanciers représentant en valeur au moins 25 pour cent des réclamations prouvées. Pour demander une telle assemblée, un créancier doit présenter au syndic avec une telle demande, une preuve de réclamation.

3. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

4. Sont annexés au présent avis un formulaire de preuve de réclamation et un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 \$ ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.

5. Sont aussi annexés, conformément à l'alinéa 102(3)a) de la Loi, les renseignements sur la situation financière du failli et sur l'obligation de celui-ci de faire des versements à l'actif aux termes de l'article 68 de la Loi.

6. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 71

Avis de la première assemblée des créanciers
(alinéa 155d.1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Administration sommaire

Avis est donné de ce qui suit :

1. Le séquestre officiel (*ou* Un créancier) a demandé que soit tenue une première assemblée des créanciers.

2. Cette première assemblée des créanciers sera tenue le _____, à _____ heures, au _____
(Indiquez l'endroit de l'assemblée).

3. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, avoir déposé auprès du syndic avant la première assemblée des créanciers, une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 72

Abrogé le 1^{er} novembre 2000

FORMULAIRE 73

Avis de la première assemblée dans un journal local
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de _____

Avis est par les présentes donné que la faillite de _____ (*nom du failli, métier ou profession du failli et l'adresse et lieu d'affaires du failli*) est survenue le _____ (*date*), et que la première assemblée des créanciers sera tenue le _____, à _____ heures, au _____ (*Indiquez l'endroit de l'assemblée*).

Daté le _____, à _____.

Syndic

Adresse du syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 74

Réclamation de biens
(paragraphe 81(4) de la Loi)

(Tout avis ou correspondance à l'égard de la réclamation doit être envoyé à l'adresse suivante

_____)

Je, _____, de _____ de _____ de la province de _____,

CERTIFIE :

1. Que je suis le requérant (*ou* Que je suis) _____

(indiquez votre titre ou fonction)

de _____
(nom du requérant)

2. Que je connais toutes les circonstances entourant la présente réclamation.

3. Que le _____, le débiteur a fait une cession (*ou* une ordonnance de faillite a été rendue contre le débiteur *ou* le débiteur a déposé un avis d'intention *ou* une proposition).

4. Qu'à cette date, les biens énumérés dans les documents joints et marqués "A" (*et* "B") étaient en la possession du failli et sont encore en la possession du failli et (*ou*) du syndic.

5. Que le requérant réclame les biens ou des droits à ceux-ci en vertu des documents joints et marqués "A" (*et* "B"), à savoir :

(Donnez les détails relatifs à tous les documents qui servent de preuve à la réclamation, soit

(i) les motifs sur lesquels la réclamation est fondée, et

(ii) les détails pertinents afin de permettre l'identification des biens; si ces détails ne paraissent pas au recto des documents, joignez un autre état marqué "B" où ils seront énoncés.)

FORMULAIRE 74 -- *Fin*

6. Que le requérant a le droit d'exiger du syndic la remise des biens énumérés dans les documents mentionnés plus haut.

7. Que j'exige que le syndic remette entre mes mains (*ou* entre les mains du requérant que je représente) les biens énumérés dans les documents mentionnés dans les 15 jours qui suivent le dépôt de la présente ou dans les 15 jours qui suivent la première assemblée des créanciers du débiteur, selon le dernier en date des deux événements.

ASSERMENTÉ (*ou* DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)

devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)

dans la province _____,

ce ____ jour de _____.

Commissaire à l'assermentation
pour la province _____.

Signature du requérant

AVIS: Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit des peines sévères en cas de fausse réclamation, fausse déclaration ou bilan falsifié.

FORMULAIRE 75

Demande de reprise de possession de marchandises
(alinéa 81.1(1)a) de la Loi)

Destinataire : _____, acheteur (ou syndic ou séquestre)

Je, _____, de _____ (adresse), (ou en qualité de _____ de _____,) fournisseur, demande d'avoir accès aux marchandises décrites et d'en reprendre possession, lesquelles marchandises ont été vendues et livrées à _____, acheteur, aux dates et aux conditions indiquées dans les documents ci-joints :

(Annexez une copie des documents relatifs à la vente -- facture, bordereau de livraison, etc. -- et donnez une description suffisante des marchandises.)

Dans le cas où l'acheteur fait une cession, (ou dont les biens sont visés par la nomination d'un séquestre dans le sens prévu au paragraphe 243(2) de la Loi), le syndic ou le séquestre est tenu d'accorder mainlevée à l'égard des marchandises, conformément au paragraphe 81.1(1) de la Loi.

Daté le _____, à _____.

Fournisseur

Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 76

Avis du syndic exigeant la production
d'une preuve de garantie
(paragraphe 128(1) de la Loi)

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je vous enjoins, en vertu du paragraphe 128(1) de la Loi, de me produire une preuve de réclamation et une preuve de la garantie (documents relatifs à la garantie) concernant toute garantie que vous détenez sur les biens de _____, failli, dont la description figure ci-après :

(Donnez une description des biens visés.)

2. La preuve de réclamation et la preuve de garantie doit contenir des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez.

3. À moins que vous ne produisiez auprès de moi une preuve de réclamation et une preuve de la garantie que vous détenez sur les biens visés, dans les 30 jours suivant la date de signification du présent avis, je peux, sur permission du tribunal, me départir de ces biens, ceux-ci étant dès lors libres de telle garantie.

4. Une preuve de réclamation selon le formulaire établi est annexée.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 77

Avis de rejet d'une réclamation, du droit à un
rang prioritaire ou d'une garantie ou Avis d'évaluation d'une réclamation
(paragraphe 135(3) de la Loi)

Avis est donné que :

(A) en ma qualité de syndic agissant relativement à la faillite(*ou* à la proposition) de _____, j'ai rejeté votre réclamation (*ou* votre droit à un rang prioritaire *ou* votre garantie sur les biens) en totalité (*ou* pour la somme de _____ \$), conformément au paragraphe 135(2) de la Loi pour les motifs suivants :

(Donnez les motifs du rejet.)

(ou)

(B) en ma qualité de syndic agissant relativement à la faillite(*ou* à la proposition) de _____, j'ai décidé que votre réclamation éventuelle ou non liquidée est une réclamation prouvable, et j'ai évalué celle-ci à _____ \$, et, en conséquence, votre réclamation est réputée prouvée pour ce montant conformément au paragraphe 135(1.1) de la Loi.

Dans la mesure où vous désirez contester ma décision de rejeter votre réclamation en tout ou en partie (*ou* votre droit à un rang prioritaire, *ou* votre garantie *ou* l'évaluation de votre réclamation), vous pouvez interjeter appel devant le tribunal dans les 30 jours suivant la date de signification du présent avis, ou dans tel autre délai que le tribunal peut accorder sur demande présentée dans les mêmes 30 jours.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 78

Bilan — commerçant (alinéa 158d) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Au failli :

Vous êtes requis de remplir avec soin et exactitude ce formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date de votre faillite le _____. Une fois complété, ce formulaire et les listes annexées, constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

PASSIF

(tel que déclaré et estimé par le failli)

| | |
|---|----------|
| 1. Créanciers non garantis : voir liste A | _____ \$ |
| 2. Créanciers garantis : voir liste B | _____ \$ |
| 3. Créanciers privilégiés : voir liste C | _____ \$ |
| 4. Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres (voir liste D) pouvant être réclamées pour une somme de | _____ \$ |
| <hr style="border-top: 3px double black;"/> | |
| Total du passif | _____ \$ |
| Surplus | _____ \$ |

Je, _____, de _____ de _____, dans la province de _____, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, au meilleur de ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce _____ (date), et indiquent au complet tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et réversibles, tels que définis par l'article 67 de la Loi.

ASSERMENTÉ (ou DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi à _____ (ville, cité ou village)
dans la province _____,
ce ____ jour de ____ ____.

Commissaire à l'assermentation
pour la province _____.

(Signature du failli)

ACTIF

(tel que déclaré et estimé par le failli)

| | |
|---|----------|
| 1. Inventaire | _____ \$ |
| 2. Aménagements | _____ \$ |
| 3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E | |
| Bonnes | _____ \$ |
| Douteuses | _____ \$ |
| Mauvaises | _____ \$ |
| Estimation des créances qui peuvent être réalisées | _____ \$ |
| 4. Lettres de change, billets à ordre, etc. : voir liste F | _____ \$ |
| 5. Dépôts en Institutions financières | _____ \$ |
| 6. Espèces | _____ \$ |
| 7. Bétail | _____ \$ |
| 8. Machines, outillage et installation | _____ \$ |
| 9. Immeubles et biens réels : voir liste G | _____ \$ |
| 10. Ameublement | _____ \$ |
| 11. REER, FERR, Assurances-vie etc | _____ \$ |
| 12. Valeurs mobilières, (actions, obligations, débetures etc.) | _____ \$ |
| 13. Droits en vertu de testaments | _____ \$ |
| 14. Véhicules | _____ \$ |
| 15. Autres biens : voir liste H | |
| | _____ \$ |
| | _____ \$ |
| <hr style="border-top: 3px double black;"/> | |

Si le failli est une personne morale, ajoutez :

montant du capital souscrit

montant du capital payé

| | |
|---|----------|
| Solde souscrit et impayé | _____ \$ |
| Estimation du solde qui peut être réalisé | _____ \$ |
| <hr style="border-top: 3px double black;"/> | |
| Total de l'actif | _____ \$ |
| Déficit | _____ \$ |

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "A"

Créanciers non garantis

Les noms doivent être inscrits par ordre alphabétique et numérotés consécutivement.

| N° | Nom du créancier | Adresse | Montant de réclamation |
|----|------------------|---------|------------------------|
| | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "B"

Créanciers garantis

| N° | Nom du créancier | Adresse | Montant de la réclamation | Détails de la garantie | Date de la garantie | Évaluation de la garantie | Surplus estimatif de la garantie | Solde non-garanti de la réclamation |
|----|------------------|---------|---------------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "C"

Créanciers privilégiés pour salaires, loyers, etc.

| N° | Nom du créancier | Adresse et occupation | Nature de la réclamation | Période couverte par la réclamation | Montant de la réclamation | Montant payable intégralement | Solde à percevoir en dividendes |
|----|------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "D"

Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres

Donnez ici le détail de toutes les réclamations non mentionnées dans les listes B ou C.

| N° | Nom du créancier ou du réclamant | Adresse et occupation | Montant de la dette ou de la réclamation | Montant qui peut être réclamé en dividendes | Date où la dette a été contractée | Nature de la dette |
|----|-------------------------------------|--------------------------|---|--|--------------------------------------|--------------------|
| | | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "E"

Créances payables à l'actif

| N° | Nom du débiteur | Adresse et occupation | Nature de la dette | Montant de la dette (bonne, douteuse, mauvaise) | Folio du grand livre ou autre livre portant détails | Date de créance | Évaluation du produit | Détails des valeurs détenues en garantie pour le paiement de la créance |
|----|-----------------|-----------------------|--------------------|---|---|-----------------|-----------------------|---|
| | | | | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "F"

Lettres de change, billets à ordre, gages, hypothèques, charges, privilèges sur biens meubles, etc., disponibles comme actif

| N° | Nom du prometteur, accepteur, endosseur, débiteur hypothécaire et garant | Adresse | Occupation | Montant de la lettre ou du billet à ordre, etc. | Date de l'échéance | Évaluation du produit | Détails de tous biens détenues en garantie pour le paiement de la lettre ou du billet à ordre, etc |
|----|--|---------|------------|---|--------------------|-----------------------|--|
| | | | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Suite*

Liste "G"

Immeubles et biens réels appartenant au failli

| Description de la propriété | Nature du droit du failli | Qui en détient le titre | Valeur totale | Détails des hypothèques ou autre charges (nom, adresse, montant) | Valeur de rachat ou surplus |
|-----------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------|--|-----------------------------|
| | | | | | |

Failli

Date

FORMULAIRE 78 -- *Fin*

Liste "H"

Biens

La présente liste doit contenir les détails des biens de toute nature en possession du failli et réversibles, tel que définis à l'article 67 de la Loi et non compris dans toute autre liste.

ÉTAT COMPLET ET NATURE DES BIENS

| Nature des biens | Endroit où les biens sont situés | Détails des biens | Coût initial | Estimation des biens qui peuvent être réalisés |
|--|----------------------------------|-------------------|--------------|--|
| (a) Stocks | | | | |
| (b) Aménagements, etc. | | | | |
| (c) Espèces en institutions financières (nom), (adresse) | | | | |
| (d) Espèces | | | | |
| (e) Bétail | | | | |
| (f) Machines, outillage et installation | | | | |
| (g) Ameublement | | | | |
| (h) Assurances-vie REER, FERR etc. | | | | |
| (i) Valeurs mobilières | | | | |
| (j) Droits en vertu de testaments, etc. | | | | |
| (k) Véhicules | | | | |
| (l) Taxes | | | | |
| (m) Autres biens (<i>donnez les détails</i>) | | | | |

Failli

Date

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 79

Bilan - Non-commerçant
(alinéa 158d) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

| ACTIFS | | | | | | |
|---|---|---------------------------------|----------------|-----|-----------------------------------|---|
| Genre d'actif | Description (Veuillez donner des détails) | Valeur estimée en dollars | Biens exemptés | | Montant garanti / privilège | Valeur estimée nette en dollars* |
| | | | Oui | Non | | |
| 1. Espèces en main | | | | | | |
| 2. Ameublement | | | | | | |
| 3. Effets personnels | | | | | | |
| 4. Valeur de rachat assurance-vie,- REER, etc. | | | | | | |
| 5. Valeurs mobilières | | | | | | |
| 6. Immeubles et biens réels | Maison | | | | | |
| | Chalet | | | | | |
| | Terrain | | | | | |
| 7. Véhicules motorisés | Automobile | | | | | |
| | Motocyclette | | | | | |
| | Motoneige | | | | | |
| | Autre | | | | | |
| 8. Équipement de loisirs | | | | | | |
| 9. Remboursement d'impôt estimé | | | | | | |
| 10. Autres éléments d'actifs | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | |

Date

Failli

*Pour une administration sommaire, indiquer la valeur nette après déduction des coûts directement reliés à la réalisation prévus à la Règle 128(1) de la L.F.I.

FORMULAIRE 79 -- Suite

| PASSIF | | | | | | |
|-----------|---------------------------------|--------------|---|----------|-------------|---------------|
| | | | Code du genre de passif (CGP) 1 Hypothèques sur les biens immeubles 2 Prêts bancaires (excepté hypothèques sur les biens immeubles) 3 Prêts des sociétés de crédit 4 Cartes de crédit émises par les banques et les sociétés de fiducie 5 Autres émetteurs de cartes de crédit 6 Impôts fédéral/provincial/municipal 7 Prêts étudiants 8 Prêts d'individus 9 Autre | | | |
| Créancier | Adresse incluant le code postal | N° de compte | Montant de la dette | | | Entrer le CGP |
| | | | Non-garantie | Garantie | Privilégiée | |
| 1 | | | | | | |
| 2 | | | | | | |
| 3 | | | | | | |
| 4 | | | | | | |
| 5 | | | | | | |
| 6 | | | | | | |
| 7 | | | | | | |
| 8 | | | | | | |
| 9 | | | | | | |
| 10 | | | | | | |
| 11 | | | | | | |
| 12 | | | | | | |
| 13 | | | | | | |
| 14 | | | | | | |
| 15 | | | | | | |
| 16 | | | | | | |
| 17 | | | | | | |
| 18 | | | | | | |
| 19 | | | | | | |
| 20 | | | | | | |
| | TOTAL | Non-garantie | | | | |
| | TOTAL | Garantie | | | | |
| | TOTAL | Privilégiée | | | | |
| | | | | | TOTAL | |

Date

Failli

FORMULAIRE 79 -- Suite

| RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES DU FAILLI | | | | | | |
|---|--|-------|--|-------|-------|---------------------|
| 1. Nom de famille | Prénoms | | Né(e) le: / / JJ / MM / AAAA | | | |
| | Sexe : F <input type="checkbox"/> H <input type="checkbox"/> | | | | | |
| 2. Pseudonymes | | | | | | |
| 3. Adresse complète - y compris le code postal : | | | | | | |
| 4. État civil: <i>(Précisez le mois et l'année si l'événement est survenu dans les cinq dernières années)</i> | _____ | _____ | Marié(e) | _____ | _____ | Célibataire |
| | _____ | _____ | Veuf (veuve) | _____ | _____ | Séparé(e) |
| | _____ | _____ | Divorcé(e) | _____ | _____ | Conjoint(e) de fait |
| 5. Nom complet de l'époux ou du conjoint de fait : | | | | | | |
| 6. Nom du présent employeur : | | | Occupation (Failli) | | | |
| 7A. Nombre de personnes dans l'unité familiale incluant le failli : | | | | | | |
| 7B. Nombre de personnes âgées de 17 ans et moins : | | | | | | |
| 8. Avez-vous exploité une entreprise durant les cinq dernières années? | Oui | Non | (Si oui) Nom, type d'entreprise et période d'opération : | | | |
| B- AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'OUVERTURE DE LA FAILLITE AVEZ-VOUS, AU CANADA OU AILLEURS : | | | | | | |
| 9A. Vendu ou disposé quelques-uns de vos biens? | Oui | Non | | | | |
| 9B. Fait des paiements en plus des remises ordinaires à vos créanciers ? | Oui | Non | | | | |
| 9C. Subi des saisies de quelques biens par vos créanciers? | Oui | Non | | | | |
| C- AU COURS DES CINQ ANS PRÉCÉDANT L'OUVERTURE DE LA FAILLITE ET PENDANT QUE VOUS VOUS SAVIEZ INSOLVABLE, AVEZ-VOUS, AU CANADA OU AILLEURS : | | | | | | |
| 10A. Vendu ou disposé quelques biens? | Oui | Non | | | | |
| 10B. Fait quelques dons de plus de 500 \$ à des parents ou d'autres personnes? | Oui | Non | | | | |

Date

Failli

FORMULAIRE 79 -- *Fln*

| |
|---|
| D- RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES : <i>Annexez le formulaire 65 au présent formulaire.</i> |
| 11A. Avez-vous déjà fait une proposition sous la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ? Oui _____ Non _____ |
| 11B. Avez-vous déjà été en faillite au Canada ou ailleurs? Oui _____ Non _____ |
| Si vous avez répondu par l'affirmative, veuillez fournir les détails suivants pour toutes procédures d'insolvabilité: a) Date et lieu du dépôt des procédures; b) Nom du syndic ou de l'administrateur; c) Si applicable la proposition a-t-elle été complétée; d) Date à laquelle le débiteur a obtenu le certificat d'exécution intégrale ou date de sa libération. |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| 12. Vous attendez-vous à recevoir des sommes d'argent en dehors du cours normal des affaires ou autres biens au cours des 12 prochains mois? Oui _____ Non _____ |
| 13. Si les réponses 9, 10 et 12 sont affirmatives, veuillez donner des détails : |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| 14. Donnez les raisons de vos difficultés financières : |
| _____ |
| _____ |
| _____ |
| _____ |

Je, _____, de _____ de _____, dans la province de _____, étant dûment assermenté (*ou ayant déclaré solennellement*) déclare que le bilan est, au meilleur de ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce _____ (*date*), et indique au complet tous mes biens et transactions de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et dévolus, tel que définis par l'article 67 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

ASSERMENTÉ (*ou DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT*)
 devant moi à _____ (*ville, cité ou village*)
 dans la province _____,
 ce _____ jour de _____.

 Commissaire à l'assermentation
 pour la province _____.

 Failli

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 80

Préavis d'une opposition à la libération du failli
(alinéa 168.1(1)d) de la Loi

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que _____, syndic de l'actif de _____, failli, entend s'opposer à la libération du failli pour les motifs suivants :

(Donnez les motifs de l'opposition à la libération.)

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 81

Avis de la demande de libération du failli
(paragraphe 169(6) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que le tribunal a fixé au _____ jour du mois de _____, à _____ heures
(ou le plus tôt possible) à _____, l'audition de la demande de libération de
_____, un failli.

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 82

Rapport du syndic sur la demande de
libération du failli
(paragraphe 170(1) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

| | | | |
|------------------------------|-------------------------|---|----------------------------------|
| Date de la faillite : | | Ouverture de la faillite : | |
| État civil : | | | |
| Genre d'emploi : | | Nombre de personnes dans l'unité familiale incluant le failli : | |
| PASSIF | | | |
| | Garantie | Privilégiée | Non garantie |
| Déclarée | \$ | \$ | \$ |
| Prouvée | \$ | \$ | \$ |
| ACTIF | | | |
| Description | Valeur d'après le bilan | Montant réalisé | Évaluation des actifs à réaliser |
| | \$ | \$ | \$ |
| TOTAL | | | |
| TAUX DE DIVIDENDES ANTICIPÉS | | | |
| Créanciers privilégiés : | | Créanciers non garantis : | |

A. CAUSES DE LA FAILLITE

1. Donnez les détails sur les causes de la faillite :

B. INFORMATION CONCERNANT LA SITUATION FINANCIÈRE (La même méthode de calcul doit être utilisée pour les fins du calcul du revenu mensuel disponible du failli et de l'unité familiale à la date de la faillite et à la date de ce rapport. Expliquez tout changement important)

2. a) Revenu mensuel disponible du failli en date de la faillite
(Même montant qu'à la ligne (7) du formulaire 65) : \$
- b) Revenu mensuel disponible du failli en date du présent rapport : \$
3. a) Revenu mensuel disponible de l'unité familiale en date de la faillite
(Même montant qu'à la ligne (8) du formulaire 65) : \$
- b) Revenu mensuel disponible de l'unité familiale en date du présent rapport \$

C. CONDUITE DU FAILLI

4. a) Le failli devait-il verser à l'actif de la faillite un montant conformément à l'Instruction sur le revenu excédentaire? *(Si oui, joindre l'annexe A)* Oui Non
- b) Le failli aurait-il pu soumettre une proposition viable au lieu de déclarer faillite? *(Si oui, joindre l'annexe A)* Oui Non
5. a) Le failli a-t-il manqué à ses obligations imposées sous l'autorité de la Loi? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
- b) Est-ce que le failli peut être tenu responsable d'avoir commis un des faits énumérés à l'article 173 de la Loi? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
- c) Le failli a-t-il commis une infraction ayant rapport au processus de la faillite? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
6. a) Le failli a-t-il fait antérieurement une proposition sous la Loi sur la faillite et l'insolvabilité? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
- b) Le failli a-t-il déjà été en faillite au Canada ou ailleurs? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
7. Des inspecteurs ont-ils été nommés pour surveiller l'actif de la faillite? *(Veuillez préciser si le syndic a des motifs raisonnables de croire que les inspecteurs n'approuveront pas le présent rapport. Veuillez joindre une copie de la résolution)* Oui Non

D. LIBÉRATION DU FAILLI

8. a) Le syndic a-t-il l'intention de s'opposer à la libération du failli? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
- b) Le syndic a-t-il des motifs raisonnables de croire qu'un créancier ou le surintendant s'opposera à la libération du failli, pour une raison autre que celles énoncées à l'article 173. (1) m) ou n) de la Loi? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
9. Le failli a-t-il refusé ou omis de recevoir des consultations en vertu de l'Instruction sur les consultations en matière d'insolvabilité? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
10. Y a-t-il d'autres faits, incidents ou circonstances qui justifieraient que le tribunal refuse une ordonnance de libération absolue? *(Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non
11. Y a-t-il d'autres faits pertinents? *(p. ex., circonstances personnelles exceptionnelles ou paiements préférentiels – Si oui, veuillez donner des détails)* Oui Non

Détails additionnels tel que requis

Numéro

Informations additionnelles

Daté le _____, à _____.

Syndic

ANNEXE A

A. MONTANT À ÊTRE PAYÉ MENSUELLEMENT PAR LE FAILLI

Montant mensuel requis par l’Instruction sur le revenu excédentaire
 (Même montant qu’à la ligne (15) du formulaire 65) : \$ (1)
 Montant mensuel que le failli a convenu de payer (Même montant qu’à la ligne (14) du formulaire 65) : \$ (2)
 Différence entre les montants aux lignes (1) et (2) : \$
 Montant que le failli a convenu de verser chaque mois pour racheter des éléments d’actif
 (Même montant qu’à la ligne (13) du formulaire 65. Veuillez donner des détails) : \$ (3)
 Paiement total anticipé, lignes (2) + (3) : \$

B. REVENU EXCÉDENTAIRE

1. Le failli a-t-il fait tous les paiements requis en vertu de l’article 68 de la Loi?
 (Si non, veuillez donner les détails) Non Oui
2. Le montant à payer correspond-il à l’Instruction sur le revenu excédentaire?
 (Si non, veuillez donner les détails de toute circonstance atténuante qui affecterait le montant à être payé tel que fixé par l’Instruction) Non Oui
3. Le failli a-t-il été informé de la possibilité de recourir à la médiation? Non Oui
4. Y a-t-il eu des modifications ou des changements importants pendant la faillite?
 (Si oui, veuillez donner des détails) Oui Non
5. Une médiation a-t-elle été nécessaire en vertu du paragraphe 68(6) ou 68(7) de la Loi afin de déterminer le montant que doit payer le failli? Oui Non

C. RECOMMANDATION QUANT À LA LIBÉRATION DU FAILLI

(Ne complétez pas cette section si :

- le failli a déjà été en faillite;
- il y a une opposition à la libération du failli pour une raison autre que celles mentionnées à l’article 170.1 de la Loi; ou
- le failli a refusé ou omis de recevoir les consultations suivant l’Instruction sur les consultations en matière d’insolvabilité)

6. Recommandation du syndic en vertu de l’article 170.1 de la Loi :
 - failli à être libéré sans condition; (Donnez les justifications d’une libération sans condition)
 - failli à être libéré avec conditions (opposition réputée) suivant l’un des motifs retrouvés au paragraphe 170.1(2) de la Loi; (Veuillez donner des détails incluant le montant et la période de paiements)
 - le failli ne s’est pas conformé à l’article 68 de la Loi;
 - le montant total payé à l’actif par le failli est disproportionné par rapport à la dette et aux ressources financières du failli;
 - le failli a choisi, comme solution à son endettement, la faillite et non la proposition, dans le cas où il aurait pu faire une proposition viable;
 - failli à être libéré après avoir rencontré ses obligations en vertu de l’entente de médiation. (Veuillez donner des détails incluant le montant et la période de paiements)
7. Le syndic a-t-il des motifs raisonnables de croire que le failli accepte les conditions recommandées par le syndic? Oui Non
8. Le failli a-t-il été informé de la possibilité de recourir à la médiation? Oui Non

Daté le _____, à _____.

Syndic

REMARQUE : Lorsqu’une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l’expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 83

Rapport du syndic en vertu des paragraphes 171(1) et (2)
(paragraphes 171(1) et (2) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Je, _____ de _____, le syndic des biens
de _____, failli, sou mets par les présentes au bureau du surintendant ce qui suit:

1. Que le _____, le failli a fait une cession (*ou* une ordonnance de faillite a été rendue contre le failli *ou* le failli a déposé une proposition qui par la suite a été convertie en cession) (et que le soussigné était un syndic substitué de l'actif au lieu de _____, *selon le cas*).

2. Que le ou avant le jour du dépôt de la cession (*ou* l'émission de l'ordonnance de faillite *ou* dépôt de la proposition) le failli faisait affaires sous le nom de _____ à _____ dans la _____ de _____ dans le comté de _____ dans la province de _____.

3. Que le failli demeure (*ou* a sa place d'affaires, *dans le cas d'une personne morale*) à _____ de _____ dans le comté de _____ dans la province de _____ (et, *dans le cas d'une personne morale*, que les administrateurs et dirigeants de la faillite sont les suivants) :

ADMINISTRATEURS :

| Nom | Fonction | Adresse |
|-------|----------|---------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

DIRIGEANTS :

| Nom | Fonction | Adresse |
|-------|----------|---------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

FORMULAIRE 83 -- *Suite*

4. Que je suis d'avis que :

a) les personnes qui contrôlaient véritablement les transactions courantes ou les affaires du débiteur sont les suivantes :

| Nom | Fonction | Adresse |
|-------|----------|---------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

b) les personnes responsables de, ou sous les ordres de qui furent contractées, la plus grande partie des dettes du failli sont les suivantes :

| Nom | Fonction | Adresse |
|-------|----------|---------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

5. Qu'après avoir conduit une enquête minutieuse au sujet des affaires du failli, je suis d'avis que l'insuffisance de l'actif du débiteur par rapport à son passif est (*ou n'est pas*) justifiée (et, *selon le cas*, des preuves démontrent qu'il y a eu aliénation des biens de l'actif qui ne peut être expliquée).

Daté le _____, à _____.

Syndic

(Ici se termine le rapport en ce qui concerne le paragraphe 171(2) et une copie doit en être adressée sous pli recommandé ou par courrier certifié, dans une enveloppe portant la mention: <Personnel et confidentiel> à chacune des personnes nommées aux paragraphes 3 et 4 immédiatement après que le rapport ait été déposé entre les mains du surintendant en vertu du paragraphe 171(1). Toutefois, le rapport déposé entre les mains du surintendant devra contenir les paragraphes suivants pour l'usage EXCLUSIF du surintendant.)

FORMULAIRE 83 -- *Fin*

6. Qu'après avoir conduit une enquête minutieuse au sujet de la conduite du failli et des autres personnes nommées ci-haut (et après consultation avec les inspecteurs et autres personnes, *selon le cas*), je suis de plus d'avis que les causes probables de la faillite sont les suivantes :

(Spécifiez la ou les causes probables comme il est indiqué à l'alinéa 171(1)c.)

- (i) la malchance
- (ii) l'inexpérience
- (iii) l'incompétence
- (iv) la négligence
- (v) l'expansion excessive
- (vi) la spéculation injustifiée
- (vii) la négligence grossière
- (viii) la fraude, et
- (ix) autre cause probable

7. Que je suis arrivé aux conclusions précitées pour les raisons suivantes :

(a) (i) *(Spécifiez ou nommez la source d'information et indiquez les vérifications effectuées au sujet des personnes mentionnées à l'alinéa 4a)).*

(ii) *(Spécifiez ou nommez la source d'information et indiquez les vérifications effectuées au sujet des personnes mentionnées à l'alinéa 4a)).*

(b) *(Énoncez les faits et renseignements, en indiquant les vérifications et les enquêtes relatives, sur lesquels le syndic s'est fondé pour en arriver aux conclusions exprimées au paragraphe 5, en traitant de la question aussi complètement que possible, en annexant une copie des états financiers du failli pour la dernière période financière, qui portent la date la plus récente, et toutes autres déclarations, affirmations et opinions jugées nécessaires en ayant soin d'identifier les sources d'information et d'indiquer les vérifications effectuées.)*

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 84

Certificat de libération
(sous-alinéa 168.1(1)f)(ii) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Date de la faillite _____

Je _____, syndic de l'actif de _____, failli, certifie que le failli, conformément au paragraphe 168.1(1) de la Loi, est libéré de toutes ses dettes, à l'exception de celles visées au paragraphe 178(1) de la Loi, à compter du _____.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 85

Certificat de libération (conditions remplies)
(paragraphe 170.1(8) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Date de faillite _____

Je, _____, syndic de l'actif de _____, un failli, certifie que le failli a rencontré les conditions prévues au rapport visé à l'article 170 de la Loi, par le syndic (*ou* suite à l'entente consécutive à la médiation) et conformément au paragraphe 170.1(8) de la Loi, le failli est libéré de toutes ses dettes à l'exception de celles mentionnées au paragraphe 178(1) de la Loi, à compter du _____.

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 86

Préavis de l'intention de mettre à exécution une garantie
(Règle 124)

Destinataire : _____, personne insolvable

Avis est donné de ce qui suit :

1. _____, créancier garanti, se propose de mettre à exécution la garantie qu'il détient sur les biens suivants de la personne insolvable :

(Décrivez les biens sur lesquels porte la garantie.)

2. La garantie qui sera mise à exécution est la suivante :

(Donnez le détail de la garantie.)

3. Le montant total de la dette couverte par la garantie est de _____ \$.

4. Le créancier garanti n'aura le droit de mettre à exécution sa garantie qu'après l'expiration d'un délai de 10 jours suivant l'envoi du présent préavis, à moins que la personne insolvable consente à la mise à exécution de la garantie avant l'expiration de ce délai de 10 jours.

Daté le _____, à _____.

Nom du créancier garanti

Nom et titre du signataire autorisé

FORMULAIRE 87

Avis et déclaration du séquestre
(paragraphe 245(1) de la Loi)

Le séquestre donne avis de ce qui suit et déclare que :

1. Le _____ (date), je, _____, suis devenu séquestre à l'égard des biens suivants de _____, personne insolvable (ou failli), tel que décrit ci-dessous:

(Donnez une description suffisante des biens incluant leur valeur comptable et en les répartissant selon les catégories suivantes : stock, comptes recevables et autres biens.)

2. Je suis devenu séquestre des biens susmentionnés du fait de ma prise de possession ou de ma prise de contrôle desdits biens (ou de ma nomination en cette qualité par _____ (nom de la personne ou du tribunal ayant nommé le séquestre)) aux termes de _____ (Donnez les détails du contrat de garantie ou de l'ordonnance du tribunal prévoyant la nomination.)

3. Le soussigné a pris la possession ou le contrôle des biens susmentionnés le _____.

4. Les renseignements suivants se rapportent à la mise sous séquestre:

a) Adresse de la personne insolvable (ou du failli) :

b) Activité principale de l'entreprise :

c) Adresse de l'établissement (ou des établissements) :

d) Montant dû par la personne insolvable (ou le failli) à chaque créancier qui détient une garantie sur les biens susmentionnés : _____ \$

e) La liste des autres créanciers de la personne insolvable (ou du failli) incluant le montant qui est dû à chacun d'eux et le montant total dû à l'ensemble des créanciers est la suivante :

f) Le plan d'action que le séquestre entend suivre pendant la durée de son mandat, s'il a établi un tel plan, est le suivant :

g) Personne-ressource du séquestre :

(Donnez le nom et les numéros de téléphone et de télécopieur, et, le cas échéant, l'adresse électronique).

Daté le _____, à _____.

Nom du séquestre

Nom et titre du signataire autorisé

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

FORMULAIRE 88

Avis d'audition et rapport du syndic
au tribunal après trois ans
(paragraphe 34(2) de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que :

1. Je, syndic de l'actif de _____, failli, n'a pu terminer l'administration de l'actif pour les raisons suivantes :

(Énoncez les raisons)

2. Je présume que je pourrai demander ma libération dans _____ mois à compter de la présente date.

3. Le _____ jour de _____, à _____ heures, je présenterai au tribunal le rapport annexé, à _____ (*lieu de l'audition*), en conformité avec le paragraphe 34(2) de la Loi, et serai entendu quant à ce rapport.

4. Un état préliminaire des recettes et des débours est annexé aux présentes.

5. Tous les biens du failli ont été vendus ou réalisés par le soussigné, sauf ce qui suit :

(Donnez les détails complets, la description et la valeur de tous les biens non vendus ou réalisés et les raisons qui en ont empêché la vente ou la réalisation.)

Daté le _____, à _____.

Syndic

FORMULAIRE 89

Ordonnance de signification indirecte de la requête
(articles 43 et 44 de la Loi)

Cour _____ de _____

En matière de faillite

L'honorable juge

ou

Le registraire (*selon
le cas*)

}
}
}

_____ di, le _____ jour de
_____, _____

Dans l'affaire de la faillite (*ou proposition, selon le cas*) de _____

Sur demande de _____ et après lecture de l'affidavit qui l'atteste, de _____, de
_____, dans la province _____ et de la requête en faillite déposée le _____,

Il est ordonné que l'expédition d'une copie de la requête en faillite, de l'affidavit qui l'atteste en vertu du
paragraphe 43(3) de la Loi, et de l'avis de l'audition, accompagnée d'une copie de la présente ordonnance adressée
à _____ à _____ (*selon que l'ordonne le tribunal*) soit réputée une bonne et
suffisante signification de la requête, de l'affidavit qui l'atteste en vertu du paragraphe 43(3) de la Loi et de l'avis de
l'audition à le _____.

Il est aussi ordonné que les frais de la présente demande soient _____

Juge *ou* Registraire

FORMULAIRE 90

Avis de signification indirecte de la requête
(articles 43, 44 et paragraphe 71(2)) de la Loi)

Cour _____ de _____

En matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite de _____

À _____

Avis est donné qu'une requête en faillite a été produite contre vous devant ce tribunal par _____, de _____, et que le tribunal a ordonné que l'expédition d'une copie de la requête et de l'affidavit qui l'atteste en vertu du paragraphe 43(3) de la Loi, accompagnée de l'avis de l'audition et d'une copie de l'ordonnance de signification indirecte, adressée à _____, (*suivez les termes de l'ordonnance de signification indirecte*) doit être réputée une signification de la requête et de l'affidavit qui l'atteste en vertu du paragraphe 43(3) de la Loi, accompagnée de l'avis de l'audition.

Avis est aussi donné que la requête sera entendue par ce tribunal le _____, à _____ heures, que vous êtes requis de comparaître ce jour-là, et qu'à défaut de comparaître, le tribunal peut rendre une ordonnance de faillite contre vous en votre absence, sur telle preuve des allégations de la requête que le tribunal jugera suffisante.

Vous pouvez examiner la requête en faisant la demande à mon bureau.

Daté le _____, à _____.

Juge *ou* Registraire

FORMULAIRE 91

Ordonnance de faillite
(articles 43 et 44 de la Loi)

La Cour _____ de _____ (province) en matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite de _____

Sur la requête de _____, créancier de _____, dans la province de _____, déposée le _____;

Après avoir entendu _____;

Et examiné les pièces;

Et comme il appert au tribunal que les actes de faillite décrits ci-dessous ont été commis (*Indiquez la nature et les dates des actes de faillite donnant lieu à l'ordonnance*):

Par la présente,

1. Il est ordonné que, à compter de cette date, _____ (*Insérez les nom, adresse et qualités du failli énoncés dans la requête ou la preuve présentée au tribunal*) soit déclaré failli en vertu de la présente ordonnance de faillite rendue à son égard.

2. Il est ordonné que _____ de _____, dans la province de _____, soit nommé syndic de l'actif du failli.

3. Il est ordonné que le syndic fournisse aussitôt une garantie en espèces ou sous forme de lettre de garantie en conformité avec le paragraphe 16(1) de la Loi.

4. Il est ordonné que les frais du créancier-requérant soient payés sur l'actif du failli après taxation.

Daté le _____, à _____.

Juge *ou* Registraire

FORMULAIRE 92

Avis de la proposition aux créanciers
(article 51 de la Loi)

(Intitulé Formulaire 1)

Avis est donné que _____ de _____ de _____, dans la province de _____, a déposé une proposition entre mes mains, en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Ci-inclus une copie de la proposition, d'un état succinct de son actif et de son passif ainsi qu'une liste des créanciers visés par la proposition et dont les réclamations se chiffrent à 250 \$ ou plus.

Une assemblée générale des créanciers sera tenue à _____, le _____ à _____ heures.

Les créanciers ou toute catégorie de créanciers ayant droit de voter à l'assemblée peuvent, au moyen d'une résolution, accepter la proposition, telle que formulée ou telle que modifiée à l'assemblée. Si la proposition est ainsi acceptée et si elle est approuvée par le tribunal, elle deviendra obligatoire pour tous les créanciers ou pour la catégorie de créanciers visés.

Les preuves de réclamation, procurations et formulaires de votation dont l'usage est projeté à l'assemblée doivent m'être remises au préalable.

Daté le _____, à _____.

Syndic

(Un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration et un formulaire de votation doivent accompagner chaque avis.)

REMARQUE : Lorsqu'une copie du présent avis est envoyé par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.